

FRANCE

Nov. 1960 - N° 28 - 1,50 NF.

FORUM



*Quel avenir
dans
ces regards ?*



Proposez un programme

Dans votre dernier numéro, P.-H. Teitgen écrit :

« Il est plus tard qu'on ne croit ».

C'est un fait. Et pourtant qui pourrait affirmer que si de Gaulle nous imposait un nouveau référendum, il n'obtiendrait pas 60 p. 100 ou même 70 p. 100 des suffrages !

Pour la seule raison qu'à sa place on ne peut encore rien proposer de bien sérieux.

Peut-être le problème des « Hommes » est-il encore difficile à résoudre. Les meilleurs ont été injustement et prématurément usés par la IV^e République. Nous aurons besoin d'eux mais peut-être pas comme chefs de file. Quant aux nouveaux, aux jeunes, ils ne font pas le poids.

Alors pourquoi ne pas s'efforcer plutôt de proposer un programme ?

N'est-ce pas un peu le rôle de « France-Forum » ?

Et pourquoi ce programme ne serait-il pas très audacieux :

- en matière européenne,
- en matière de décentralisation politique et administrative,
- en matière de démocratie économique.

Imaginez que les Français aient à désigner demain 50.000 grands électeurs à la représentation proportionnelle et au suffrage direct évidemment, ne pensez-vous pas que les gens de votre esprit, à la campagne comme en ville, auraient plus de chances qu'ils n'en ont jamais eu de se retrouver nombreux pour appliquer un tel programme.

Le but à atteindre n'est-il pas de court-circuiter les groupes de pression, militaires, économiques ou politiques et de

donner leurs chances à ceux qui militent à longueur d'année pour une cité plus harmonieuse.

J.-M. OLIVIER (Le Havre).
Crise de la démocratie

J'ai lu avec beaucoup de plaisir l'article de Pierre Pflimlin sur la crise de la démocratie.

Il y a beaucoup d'observations justes et profondes sur les dimensions internationales de la crise et sur les causes de cette crise qui ne peuvent se résumer dans l'importance politique de l'armée. Il est bien vrai que les institutions parlementaires ne sont pas adaptées au vingtième siècle et que les citoyens ne sont pas éduqués politiquement. Il faut reprendre la démocratie par la base communale et économique.

Mais ces jalons devraient être plus précis dans le passé et dans l'avenir.

Il y a l'extension des compétences de l'Etat qui rend les décisions de plus en plus complexes et de plus en plus techniques avec le double résultat de déconcerter et de déconsidérer les « politiques », et de rendre tout puissants les techniciens partiels et partiels. Quel remède proposer sinon une décongestion de la tête de l'Etat, une répartition géographique des travaux, des décisions... et des crédits ?

Il y a aussi les prétentions des notables anciens et nouveaux : industriels, robins, syndicalistes, qui ont assez de prétentions, de temps et d'argent pour s'imposer aux masses même récalcitrantes et trop peu de compétence ou de dévouement pour être efficaces.

La démocratie est devenue une démocratie de masse. Il ne suffit plus aux chefs de convaincre quelques groupes, il

lui faut séduire par la magie du verbe, du geste ou de la seule présence une foule changeante. Cette foule n'est pas étrangère à la démocratie, mais sa participation y est acclamation, adhésion sentimentale et passagère et non pas réflexion, analyse, décision. C'était vrai aussi sous la « République des députés » : combien de fois n'ai-je pas déploré que les électeurs et même les militants ne s'animent qu'en campagne électorale pour un effort passionné, court et désordonné.

Le remède, c'est quand même dans les hommes qu'il est. La faillite des partis, le M.R.P. compris, est là : de n'avoir pas donné à la démocratie les moines que Maurice Schumann réclamait déjà en 1936 : « la démocratie est un ordre qui attend ses moines ».

Mais qu'aujourd'hui les chefs de la Nations et des partis cessent de prononcer des incantations ou de distribuer des explications enfantines. Qu'ils parlent à des hommes un langage d'homme et pas seulement de Paris ou dans quelques tournées de dimanche. Mais que le pouvoir tout entier, administrateurs et élus, descende vers le peuple.

A. RIVET.
(Le Puy).

Problème de l'enseignement

Nous publierons dans notre prochain numéro une lettre qui exprime le désaccord de plusieurs de nos lecteurs à l'égard des positions prises sur le problème de l'enseignement par un de nos correspondants de Lille dans notre numéro 27.

Lire en page 33 de la Revue notre chronique des Cercles France-Forum.

Pour faire connaître

FRANCE-FORUM

Demandez
des numéros spécimens
qui vous seront adressés

GRATUITEMENT

Tous les ouvrages analysés ou non
dans cette revue, ainsi que tous les
disques, peuvent vous être fournis
sans frais supplémentaires par le
service bibliographique de
« France-Forum »
(Port et Emballage gratuits.)

Ecrire au service bibliographique de
« France-Forum »
24 bis, Bd Saint-Germain, Paris-V^e.

PHOTOS

FORUM :

Forum : J. Maisonneuf
Etude : Keystone, Atlantic Press
Littérature : AGIP
Théâtre : Studio Lipnitzki

Couverture : Associated Press



● Réseaux et barricades.

Le procès dit du réseau Jeanson et le procès dit des barricades sont de bons exemples de procès politiques. Car les accusés, d'un côté comme de l'autre, sont des hommes et des femmes non seulement parfaitement honorables, mais qui ont été conduits là où ils se trouvent par un certain sentiment de l'honneur qui les met au-dessus de la moyenne de leurs contemporains. Les deux groupes d'accusés peuvent se haïr mutuellement et se vouer réciproquement au poteau d'exécution, ils se ressemblent en ceci qu'ils sont tous des révoltés et que cette révolte n'est pas sans une sorte de vertu dans le plus vieux sens du mot qui veut dire force d'âme et résolution du cœur. Il faut de la vertu en effet pour protester contre ce que la conscience juge intolérable, la guerre contre le F.L.N. ou l'abandon de l'Algérie au F.L.N., en risquant sa liberté et peut-être plus que sa liberté. Et qu'un excès déraisonnable de vertu puisse être qualifié crime cela donne beaucoup à penser sur la nature de la justice politique que l'Etat ne peut pas ne pas exercer dans des circonstances qu'on voudrait d'exception et qui est toujours comme une autre justice en dehors de la justice.

La question se complique encore lorsque cette justice est une justice militaire et qui a en charge à la fois les intérêts suprêmes de l'Etat et les disciplines fondamentales de l'armée. Et aujourd'hui, où le moins que l'on puisse dire est que l'harmonie n'est pas spontanée entre l'Etat et l'armée, la politique de cette justice politique risque de n'être pas très claire. Les accusés qui sont des politiques, et dont la défense est elle aussi politiquement enrôlée, font de leur procès un épisode de leur combat, et y jouent un rôle d'accusateurs, les hommes des réseaux mettant en question l'Etat dont ils affirment qu'il a perdu toute légitimité en menant une guerre injuste, et contestant l'armée en même temps que l'Etat, les hommes des barricades s'en prenant à un Etat qu'ils disent défaitiste, mais s'efforçant à mettre en contradiction cet Etat avec une armée qui pour eux est la dernière chance d'une France ailleurs en décadence. Aussi les rapports qui se sont établis entre le tribunal militaire et les accusés ne pouvaient être que fort différents dans les deux cas.

Les accusés des réseaux déclaraient la guerre à un appareil judiciaire doublement haïssable puisqu'il représentait à la fois un Etat et une armée qu'on mettait également en question. D'où une attitude de provocation agressive dont la défense a fait un système permanent et qui, résultat inévitable ou but consciemment poursuivi, poussait les juges à user de toutes les sévérités permises par la loi. Le procès des réseaux pouvait alors prendre l'allure d'un procès fait à la conscience et à l'intelligence française par des pouvoirs tyranniques. Si bien que les politiques extrémistes de sens contraire ont pu faire leur pâture du procès des réseaux.

Les accusés des barricades pratiquent une tout autre tactique, tenant à honneur de comparaître devant un tri-

bunal militaire puisqu'ils se présentent comme des champions passionnés d'une cause que l'armée a mission et fonction de servir. Des avocats qui dans d'autres enceintes donnent libre cours à leurs fureurs jouent ici un des personnages de raison et de modération. Il faut à tout prix que ce procès apparaisse comme le procès de l'Algérie française : un doute serait alors créé dans l'esprit des juges militaires qui pourraient se demander si en défendant l'Etat contre une entreprise séditeuse, ils ne manquent pas à leur devoir envers la France et son armée. Que le procès se termine par un verdict d'indulgence et de complaisance et un coup assez rude serait porté à la politique algérienne du général de Gaulle.

La multiplication des procès politiques est donc pour le régime un risque grave. Lorsque l'Etat est démocratiquement reconnu par l'unanimité des citoyens comme on le voit dans les pays anglo-saxons, le procès politique n'est tant que tel est impossible. L'Etat gaulliste a beau être théoriquement fort, il reste de fait infiniment fragile et vulnérable tant que durera une guerre qui ne cesse d'entretenir des oppositions de refus total et prêtes à toutes les violences.

● Echec au cléricanisme.

La victoire du catholique Kennedy aux élections présidentielles américaines marque, on l'a dit de toutes parts, un recul sans doute décisif des préjugés anticatholiques dans l'opinion publique des Etats-Unis. Elle signifie aussi la défaite d'un certain cléricanisme. La question religieuse, si elle a été encore soulevée, n'a pas constitué une ligne de partage politique. Des protestants ont voté pour Kennedy. Aucune autorité religieuse n'a imposé aux catholiques le devoir de voter pour le catholique. Le cardinal Spellman s'est fait photocopier entre les deux candidats pour manifester la neutralité de l'Eglise dans la bataille, et le fait qu'il avait Kennedy à sa droite et Nixon à sa gauche n'était qu'un hasard plaisant et ne pouvait passer pour l'indice d'une préférence.

Le serment de fidélité que le 20 janvier prochain un catholique prêtera pour la première fois à une Constitution, qui fait de la séparation des Eglises et de l'Etat un axiome majeur, est cependant un événement qui a son importance dans l'histoire religieuse et politique. Aucun théologien digne de ce nom ne pourra avancer que la situation que l'Espagne franquiste fait au catholicisme réalise l'idéal de la thèse dangereusement privilégiée tandis que le statut de liberté qui lui est reconnu aux U.S.A. ne serait qu'une hypothèse médiocre, concession au malheur des temps. Ce serait faire de Kennedy un catholique diminué, le mettre en fâcheuse position à l'égard de ses concitoyens protestants et donner raison aux survivances de sectarisme anticatholique qui, bien que condamnés par Nixon et le parti républicain, se sont encore manifestés dans la campagne électorale. A l'occasion de l'élection de Kennedy, c'est la révision de cette distinction pseudo théologique entre la thèse et l'hypothèse qui semble être le devoir prochain de la pensée catholique.

La bombe, le machin et notre destin

par Jean LECANUET.

LA France est maîtresse de son destin. Sa défense la regarde seule. Sans doute pourrait-elle être, le cas échéant, conjuguée avec celle d'autres pays mais elle doit lui être propre et s'exercer par elle-même, pour elle-même et à sa façon. Le système de l'intégration a vécu, celui de l'autonomie le remplace. La nation ressaisira donc sa flotte en Méditerranée et refusera le séjour à certaines unités américaines. Elle aura sa bombe atomique et, dans dix ans, un engin pour la porter, car il n'y a de réalité que la nation. L'Europe pourra poursuivre l'association de ses activités économiques, mais les communautés qui en résulteront n'auront jamais qu'une valeur technique. La souveraineté ne se partage pas. Elle ne se délègue pas. Elle est absolue et inaliénable. L'Europe restera une collection, harmonieuse s'il se peut, de patries.

Ainsi parle le général de Gaulle.

Quant à l'O.N.U., cette machine à mouder le vent des polémiques — pas même une machine, une chose innommable, un « machin » ! — plutôt que d'encourir son jugement, mieux vaut s'en détourner, dût ce mépris frapper de stupeur les peuples d'Afrique, hier enjeu et demain peut-être arbitre entre les deux mondes, au moment où ils accèdent à l'indépendance avec l'aide de la France.

Subjugués par la magie du verbe, entraînés par l'image de la grandeur, les Français, sur lesquels passe le souffle de l'histoire, se délivrent un instant de l'amertume et se sentent revivre à la gloire.

L'humiliation infligée à la fierté nationale par le drame algérien ajoute encore secrètement au besoin d'un transfert des sentiments. Le gaullisme opère la transmutation des valeurs qui change la fin d'un empire en renaissance d'une nation.

Mais les Français commencent à s'interroger. Ils découvrent l'indifférence du monde à leurs rêves. Ils voient leurs amis s'attrister pour la présomption de cette politique, leurs adversaires ironiser sur la prétention du défi. Ils comparent la réalité de leurs forces à celle des périls. Ils prennent alors conscience avec angoisse que la France s'achemine vers l'isolement.

L'état du monde permet-il le risque de la solitude sans prendre celui de la servitude ?

Si l'on croit que la menace communiste est imaginaire ; que le peuple russe, effrayé par la montée de la puissance chinoise, va se détacher de son régime, et se rapprocher de nous ; que l'Europe d'autrefois sera de nouveau celle de demain et s'étendra de nos rivages à l'Oural, il suffit à la France de bâtir sa défense dans la plénitude de sa souveraineté.

Si l'on croit au contraire que le communisme se renforce en Russie et poursuit son expansion dans le monde ; qu'il étend son empire depuis nos marches de l'Est jusqu'aux confins de l'Asie ; qu'il a fait reculer l'Occident depuis cinq ans partout où il l'a rencontré, à Suez, en Guinée, à Cuba, ouvrant à son influence les espaces maritimes qui lui étaient jusqu'alors inter-

dits ; que la Chine et la Russie, en dépit de leurs rivalités, coopèrent à la révolution mondiale et que plus la concurrence chinoise se développera, plus la Russie, sera portée à la surenchère pour garder la direction du monde communiste, alors il ne reste plus à la France et à ses alliés d'Europe qu'à mettre sans retard toutes leurs ressources dans une force commune au service d'une seule politique de défense et à intégrer cet effort dans l'alliance Atlantique.

Alors apparaît dans sa vanité l'inefficacité d'une force de frappe strictement nationale, démodée avant d'exister, coûteuse, riche seulement d'illusions, pauvre dans ses moyens, privée de fusées et de sous-marins, pourvue d'avions qui sont assurés de ne pas revenir sans être certains d'arriver... Incapable de dissuader l'adversaire, pourra-t-elle au moins persuader l'Amérique de partager avec nous les secrets de son arsenal atomique ? Le gouvernement le pense et c'est la justification de son projet. Mais une chose est de solliciter un allié pour obtenir qu'il favorise notre propre force nationale, une autre serait de lui proposer de créer une force commune.

Entre les deux attitudes, il y a la distance qui sépare une politique nationaliste d'une politique communautaire.

Aux mirages de l'autonomie, nous opposons les certitudes de l'intégration. Le général de Gaulle croit grandir la France en l'isolant. Nous pensons la fortifier en l'engageant dans une Communauté. Puisqu'elle ne peut s'égaliser aux géants qui dominent le monde, nous préférons la voir associée, dans une libre Communauté de peuples égaux qu'assistée dans une alliance. Ce qui diminue une indépendance est aussi ce qui en assure la survie pour l'essentiel.

Selon que la France choisira une politique nationaliste, nourrie de nostalgie et d'ambition, ou une politique communautaire, tournée vers l'avenir et l'action, notre destin changera.

Mais le choix est-il aussi libre que pourrait le faire croire l'opposition des doctrines ? N'est-il pas plutôt déjà orienté, grâce en particulier aux premières réalisations du Marché Commun, dans la direction communautaire ? L'Europe commencée n'a pas pu être défaits par l'avènement de la V^e République. Elle continue. Elle se développe. La vie est plus forte que la thèse. Dans le nationalisme du nouveau régime, il y a plus de lyrisme et de recherche d'un style que d'action.

Il reste que les intégrations économiques se dissoudraient si l'intégration politique ne venait rapidement leur apporter le fondement et la force qui leur manquent encore. C'est à quoi il nous faut veiller en faisant confiance à l'élan créateur de l'Europe, qui se confond avec l'espérance de la jeunesse.

Lorsque les temps que nous vivons auront passé, le gaullisme apparaîtra comme l'anachronisme d'une attitude et le défi d'un héros, qui voulut prolonger le passé quand l'avenir déjà façonnait le présent.

INTERROGATIONS SUR L'ALGÉRIE

L A guerre d'Algérie entre dans sa septième année. De plus en plus nombreux sont ceux qui en France et même à l'étranger s'interrogent avec inquiétude sur son issue et sa durée.

Nous avons demandé à Alain de Lacoste Lareymondie, député indépendant, ancien conseiller civil du général Salan, Jean Amrouche, écrivain, et Etienne Borne de débattre des divers aspects du problème algérien.

II. BOURBON :

Il faut plus que jamais parler de l'Algérie. Il n'est guère de peuple à l'Est ou à l'Ouest qui ne se sente concerné, dans l'embarras ou dans la passion, à travers l'information ou la propagande, par la guerre d'Algérie. Si bien que de fait le problème est déjà internationalisé. Il constitue maintenant un des aspects de la guerre froide. En France même, l'Algérie est le problème le plus immédiatement urgent. Il provoque à la division nationale, fausse le fonctionnement des institutions, suscite fanatismes et extrémismes qui mettent en question l'Etat ou menacent la démocratie. Les mots du général de Gaulle dans sa déclaration d'investiture du 1^{er} juin 1958 et qui évoquaient « l'unité française immédiatement menacée... des mouvements en sens opposé renforçant d'heure en heure leur passion et leur action... notre position internationale battue en brèche... » peuvent redevenir d'une tragique actualité.

Le problème algérien n'est pas seulement politique, il est en même temps d'ordre moral : raideur et agressivité qui font à l'armée — ou du moins à une large part des officiers — une psychologie nouvelle ; angoisse de la jeunesse qui cherche à tâtons la politique correspondant à son humanisme spontané ; inquiétude de l'opinion publique qui aperçoit l'importance et la gravité de ce qui est en cause. Dans un récent article du *Monde*, Etienne Borne a d'ailleurs mis en évidence cette conséquence chaque jour plus sensible du conflit algérien. Je le cite, j'espère exactement : « La guerre d'Algérie telle qu'elle se poursuit est un attentat permanent contre le moral de la France. »

De toutes parts, en peu de jours, les prises de position se multiplient et se précisent. Le 27 octobre : manifestation à la Mutualité de l'U.N.E.F., la C.F.T.C., F.O., la F.E.N., pour une paix négociée. Le 1^{er} novembre : discours de M. Ferhat Abbas qui expose le point de vue du F.L.N. sur la prolongation de la guerre. Le 3 novembre : colloque de Vincennes en faveur de l'Algérie française

avec la participation d'élus algériens et métropolitains, parmi lesquels MM. Soustelle, Bidault, de Lacoste-Lareymondie, Lauriol, Marçais, Bourghès-Maunoury. Le 4 novembre : discours du général de Gaulle où pour la première fois le chef de l'Etat envisage la possibilité d'une République algérienne ayant son gouvernement, ses institutions, ses lois, République algérienne qu'il souhaite associée à la France et solidaire de la République française.

On ne peut se dissimuler qu'en parlant publiquement en ce moment de l'Algérie, déchirée par les combats et les épreuves, on assume des risques. Chacun, quelle que soit son option, peut se demander s'il travaille vraiment pour la paix, la liberté et la justice, mais après tout n'est-ce pas le cas de toute action politique dans des situations extrêmes ? Si évident que soit le danger, il est nécessaire de parler du drame algérien car en parler même entre interlocuteurs dont les positions sont tranchées et opposées est la condition d'une prise de conscience. C'est introduire dans la guerre elle-même débat et dialogue. C'est refuser le désespoir, c'est récuser la politique du pire.

Croyez-vous, Messieurs, qu'aujourd'hui nous soyons dans l'impasse ou voyez-vous une issue possible et prochaine et laquelle ? Dans quelle mesure le discours du général de Gaulle vous paraît-il un fait nouveau à partir duquel on puisse espérer une solution ?

L'Algérie, problème français

A. DE LACOSTE-LAREYMONDIE :

Le général de Gaulle cherche manifestement un moyen terme entre l'objectif du F.L.N. et les positions de ceux qui pensent que l'Algérie c'est la France. Comme toutes les solutions de moyen terme, elle ne satisfait personne. Elle relève, je crois, d'une illusion, la règle *in medio stat virtus* que l'on enseigne aux fonctionnaires et aux hommes d'Etat ne vaut que dans les temps calmes. Il n'y a qu'un domaine

avec

Alain de
LACOSTE-LAREYMONDIE

Jean **AMROUCHE**

Etienne **BORNE**

E. Borne A. de Lacoste-Lareymondie J. Amrouche H. Bourbon
Comment transformer le combat en débat.

où il n'y a jamais de solution transactionnelle, c'est à la guerre. A la guerre, il y a un vainqueur et un vaincu. Surtout après six ans d'une guerre affreuse, d'une guerre civile avec toutes les horreurs que cela peut présenter, les passions sont forcément poussées à un niveau tel que toute conciliation est impossible.

Ce que je veux dire, quant à moi, c'est que si le drame algérien est une crise, c'est une crise à l'intérieur de la France et l'aspect proprement algérien me paraît secondaire en fonction de l'aspect proprement français. Je veux dire que le drame algérien est avant tout le drame d'un Etat faible, d'une France qui a eu beaucoup de malheur depuis vingt ans, d'une nation divisée et déjà en partie pénétrée par la subversion communiste. Le F.L.N. mène en fait quoi qu'il en est peut-être parfois, la guerre en France. La République algérienne, pour lui, n'est pas une fin, ce n'est qu'un moyen. On l'a bien vu d'ailleurs à partir du moment où les moyens militaires lui manquent, le relai soviétique tout de suite arrive et Ferhat Abbas nous a prévenus : on veut presque venger la bataille de Poitiers, le F.L.N. a dit qu'il porterait la guerre en métropole elle-même. Et c'est inévitable, car l'Algérie ne peut être dissociée en aucune manière de la France.

Certes, je ne méconnaiss pas les difficultés locales, ce que les marxistes appellent les contradictions, notamment les contradictions raciales et les contradictions sociales, elles sont évidentes en Algérie. Mais s'il n'y avait que cela, le remède serait très facile à trouver et notamment s'il n'était question que de dignité, d'égalité, de fraternité entre les musulmans et les Européens, l'intégration qui est une véritable révolution de l'égalité, suffirait à y remédier contrairement à ce que dit le général de Gaulle. L'intégration, c'est le contraire de l'immobilisme. Nous avons en métropole des contradictions aussi graves, de classes, de religions. Ces contradictions locales ne sont donc pas l'essentiel du problème. Le phénomène de la présence européenne est absolument insurmontable. Même la paix signée demain avec le F.L.N.,

il restera à installer Ferhat Abbas et la délégation générale à Alger, vous aurez 100.000 personnes dans les rues avec les femmes et les enfants et vous ne passerez pas dessus avec les chars d'assaut.

D'autre part, même en métropole, le sentiment confus de tout le peuple, quelque aspiration qu'il ait, et c'est bien naturel, à la paix, est qu'aucun gouvernement ne pourra jamais abandonner nos frères qui sont là-bas et abandonner l'Algérie. Guy Mollet l'a dit, de Gaulle le veut et ne le pourra pas. Ce qui le montre bien, c'est que pour l'imposer, car il veut l'indépendance, c'est sûr, il est obligé déjà de violer la Constitution, de supprimer les libertés des Algériens, de brimer le Parlement et d'envisager la dictature. Et même dictateur, il ne le pourra pas. Nous sommes en face du grand assaut de la subversion mondiale qui menace Paris autant qu'Alger et c'est ce qui fait, aujourd'hui, le meilleur ciment d'ailleurs entre Alger et Paris, ou nous vaincrons ensemble ou nous mourrons ensemble ; l'Occident est accroché à l'Algérie à ce point que si demain la subversion qu'exploite le ferment nationaliste l'emportait sur la côte nord de l'Afrique, l'Europe serait perdue. Je crois qu'Alger et Paris vaincraient ensemble le communisme ou mourraient ensemble devant lui.

J. AMROUCHE :

Je ne voudrais pas répondre à M. de Lacoste-Lareymondie sur le même ton, ni même exactement sur le même sujet car à mon tour je n'aurais qu'à faire une pétition de principes et dire la France, c'est la France, et l'Algérie, c'est l'Algérie, à partir de quoi je développerais avec une apparence de cohérence une thèse diamétralement opposée à la sienne et dans ce cas, il n'y a évidemment pas de dialogue possible.

Pour qu'il y ait dialogue, il faut qu'il y ait une vérité commune explicitée sous forme de définitions communes.

Quand M. de Lacoste-Lareymondie dit que l'Algérie, c'est

la France, qu'il n'y a en Algérie que des problèmes strictement locaux, notamment le problème de la dignité des individus, il supprime par avance le vrai problème. Le problème de la dignité des hommes est souvent mal posé parce qu'on veut en quantifier les données, les exprimer en termes de niveaux de vie, par exemple, en termes de libertés, de droits civiques, de droits politiques et de droits économiques. C'est évacuer du problème de la dignité deux aspects qui sont fondamentaux. L'un que j'appellerai, vous voudrez bien excuser cette expression quelque peu pédante,

que pour lui la dignité est fondamentalement conditionnée par la reconnaissance de son être d'Algérien distinct de l'être du Français et par conséquent, la dignité de l'individu est gagée par la dignité du peuple, par la reconnaissance de la vocation de ce peuple à constituer une nation à partir de ce qu'il est et à partir de ce qu'il fut historiquement. La volonté nationale algérienne est donc une volonté de résurrection et une volonté de récupération d'un passé dont cette Algérie s'est trouvée frustrée et qui a été opprimé, occulté, méprisé par le fait de la conquête et de la colonisation. Quant au problème du développement économique, de la réduction des inégalités économiques en Algérie, il est clair que, dans le cadre de la République Française, non pas dans le cadre futur et illusoire, mais dans le cadre du passé que nous connaissons, ce problème n'a pas été résolu et il ne pouvait pas être résolu.

L'Algérie, problème algérien

Seul un Etat algérien, national et populaire pourra permettre de résoudre ce problème du niveau de vie, soit en faisant peser sur le peuple le poids des sacrifices nécessaires pour épargner sur le produit du travail ce qui est indispensable pour constituer l'accumulation du capital, soit pour provoquer le peuple à cet élan indispensable pour qu'une économie moderne soit édifiée. Sans cet élan national, il n'est pas possible de résoudre le problème du sous-développement en Algérie. S'ensuit-il que pour résoudre ce problème, une rupture radicale entre la France et l'Algérie soit inévitable ? Personnellement, je ne suis pas prophète, je ne peux à cet égard exprimer que deux idées. La première est que l'Algérie se fera elle-même. Elle se fera à partir de ce qu'elle est réellement, c'est-à-dire en faisant l'inventaire de ces cent trente années d'histoire coloniale de l'Algérie, en endossant le bilan de cette histoire, à partir de quoi les Algériens s'engageront dans le monde moderne où ils ne sont pas encore engagés. Je ne crois pas qu'il soit au pouvoir d'un homme, ni même au pouvoir d'un parti si puissant soit-il, d'effacer en quelques paroles, ou par des actes plus ou moins solennels, juridiques ou politiques, les liens qui existent, en réalité, entre le peuple algérien et le peuple français. Ce sont des liens trop étroits, trop nombreux, trop profonds pour qu'on puisse les détruire. Mais il va de soi que ces liens pour être conservés et même pour être développés devront subir une mutation, ils devront trouver leur fondement dans la liberté, dans la coopération consciente, voulue, et non pas dans la contrainte.

ETIENNE BORNE

*D'accord sur les perspectives algériennes du discours
du 4 novembre.*

l'aspect ontologique. Qu'est-ce qu'être Français ? Etre Français, ce n'est pas seulement accepter d'être régi par un code de justice, pratiquer peu ou prou un certain style de vie. C'est avant tout éprouver en profondeur le sentiment d'une appartenance à une nation, à une nation dans son être actuel et aussi dans son être historique et mythique. C'est totaliser en soi-même toute l'histoire de la France, à la fois dans sa gloire et dans les épreuves, les échecs que cette nation a subis. Il est clair qu'un Algérien, dans la mesure où il a conscience d'être Algérien, ne peut s'engager dans cette voie qu'au prix d'un déracinement, d'une rupture avec un passé qui est le passé de son peuple. Il est clair

La seconde chose que je voudrais dire c'est que, bien sûr, je souhaite que l'indépendance de l'Algérie soit acquise en accord avec la France et non pas contre elle. On dira que c'est très difficile à obtenir, étant donné les six années de guerre. C'est vrai. Je crois que la guerre a épuisé tout ce qu'elle pouvait donner et ce qu'elle a donné c'est la prise de conscience de ce qu'est le problème algérien dans sa réalité. Jusque-là, il ne semble pas que l'opinion française surtout se soit avisée de ce qu'était le problème algérien. Nous assistons maintenant au développement d'une phase nouvelle, de la prise de conscience qui s'étend et qui s'approfondit.

E. BORNE :

Je voudrais seulement commenter d'un mot rapide ce que viennent de dire M. de Lacoste-Lareymondie et M. Amrouche, et à l'aide de ce qui avait été le point de départ de l'entretien, c'est-à-dire la politique du général de Gaulle telle qu'elle a été précisée, déterminée et comme aiguisée dans son discours du 4 novembre. Est-il vrai qu'ait été envisagée une solution qui serait de moyen terme et exactement située entre deux extrêmes ? La manière polémique du général, qui a à faire face sur deux fronts, le morceau de bravoure sur les deux meutes acharnées l'une contre l'autre et prises du vertige de la catastrophe pourrait le faire croire. Pourtant dans une situation qui met tout en cause et la France et l'Algérie et où il faut tout sauver ou tout perdre, il ne saurait être véritablement question de centre. Ce n'est pas vers une position médiocre, moyenne, centriste, que s'oriente le général lorsqu'il parle pour la première fois d'une République algérienne avec son gouvernement, ses institutions et ses lois, lorsqu'il dessine ainsi la figure de ce qu'il faut bien appeler un Etat algérien. On ne peut donc pas dire que le général de Gaulle fabrique artificiellement un impossible juste milieu. C'est tout de même d'un certain côté qu'il penche et il est plus près de l'Algérie indépendante que de l'Algérie française. Je contesterai donc que le chef de l'Etat ait cherché un compromis pour éluder une option nécessaire.

Cela étant dit, une issue est-elle possible à partir des données actuelles ? M. Amrouche nous a proposé la vision apaisante d'une nation algérienne ayant d'abord pris pleinement conscience d'elle-même et acceptant ensuite d'instituer des rapports avec la France. Cela vaut bien entendu comme mythe historique, pour reprendre l'un de ses mots. Je suis d'accord avec Jean Amrouche pour reconnaître qu'il y a un problème fondamental qui commande tous les autres et qui est celui du droit de l'Algérien à sa reconnaissance « ontologique » comme existant, se déterminant librement lui-même dans son être historique présent et à venir. Le général de Gaulle ne dit pas autre chose lorsqu'il parle d'autodétermination, lorsqu'il affirme solennellement, quitte à susciter de terribles résistances, que la France n'entend nullement s'imposer par la violence aux Algériens et qu'elle abandonnerait l'Algérie si les Algériens choisissaient une indépendance d'hostilité et de sécession. Et on n'a pas le droit de déceler dans les propositions du général on ne sait quelle ruse, quel piège qui seraient des formes de violence mal déguisées.

Au-delà de la guerre

Cependant et ce point est d'une importance capitale, décisive, l'existence concrète de l'Algérien en tant qu'Algérien, n'est pas déterminée à l'avance par on ne sait quel destin tout-puissant. L'autodétermination serait une mauvaise plaisanterie si elle ne comportait pas une certaine marge d'indétermination. Songeons à l'un des points les plus neufs, les plus hardis du discours du 4 novembre et qui, comme il arrive souvent dans les propos du chef de l'Etat, n'est

indiqué que dans une brève incidente, pierre d'attente pour une décision politique à venir, je fais allusion à cette hypothèse d'une trêve unilatérale dont la France prendrait l'initiative, décrétant d'elle-même l'instant de la paix. Ici que celui qui peut comprendre comprenne. Dès le moment où on ne tuerait plus, où cesserait le jeu des terreurs entrecroisées, le changement de climat ne serait-il pas capable de transformer par la plus heureuse des actions psychologiques l'existence concrète des Algériens ? Qui cesse de craindre peut devenir un autre homme. La liberté pourrait alors faire reculer le destin, l'extrémisme perdre ses chances, et c'est une Algérie vraiment neuve qui entrerait dans l'histoire.

Quant à l'Etat national et populaire dont vient de parler Jean Amrouche, il risque de prendre un inquiétant style totalitaire. Les Algériens existeraient-ils plus concrètement, plus librement si un parti unique, une seule sorte de nationalisme leur imposaient leur loi ? L'Algérie est assez avancée culturellement, politiquement, elle comporte assez de diversités pour qu'il y ait en elle une pluralité de tendances qui peuvent toutes prétendre à faire ensemble l'Algérie de demain. Si bien que pour répondre à notre question originelle telle que l'a posée Henri Bourbon, le discours du 4 novembre me paraît apporter une contribution positive à une solution honorable pour tous du problème algérien. Sans doute il a été prononcé surtout pour éclairer, informer l'opinion française d'une part, et d'autre part pour affirmer l'autorité et la résolution de l'Etat face à des contestations qui pourraient aller jusqu'à la guerre civile. La porte me paraît donc plus ouverte que jamais à une négociation politique.

Toutefois la faiblesse peut-être calculée du discours du 4 novembre réside dans son silence sur le problème des moyens. Jamais les principes, l'esprit et les buts n'avaient été aussi clairement définis. La question de la route à prendre est encore en suspens. Des forces puissantes contredisent la politique du général. Il ne suffit pas d'avoir raison, encore faut-il que la raison puisse l'emporter réellement, politiquement, sur le tas. Le chef de l'Etat donne l'impression de compter presque exclusivement sur son prestige personnel et paraît mépriser comme par décret l'aide que pourraient lui apporter groupements, mouvements, partis organisés. Ces ressources pourraient être utiles à l'heure du danger. Je garde confiance. Mais ma confiance est inquiète, car un homme ne peut politiquement avoir raison tout seul.

A. DE LACOSTE-LAREYMONDIE :

Je vais rassurer tout de suite M. le professeur Borne, le plan du général de Gaulle ne peut certainement pas amener la paix, il n'amène que la guerre. Nous serons d'accord (sans reprendre votre discussion sur le moyen terme qui est trop philosophique), nous serons d'accord sur la pensée du général de Gaulle, elle est d'autant plus connue que c'est la même qu'avaient eue M. Marius Moutet et M. Ramadier en Indochine ; on refait toujours la même chose, vous le savez bien, en politique et en histoire. Le plan, il tient en trois mots : l'Algérie doit être indépendante parce qu'à partir du moment où un rebelle tue un gendarme, il est

écrit dans le sens de l'histoire qu'il a droit à sa libre disposition. Mais en aucun cas, une France démocratique et humaine ne peut donner l'indépendance de l'Algérie à un parti totalitaire, or le F.L.N. est totalitaire, si vous lui donnez l'indépendance de l'Algérie, il mettrait demain en prison les M.N.A. et la section S.F.I.O. de Batna, ainsi d'ailleurs que les U.N.R. toutes choses qui sont proprement inacceptables dans la démocratie humaine. Donc l'armée française doit mourir jusqu'au dernier homme, face au F.L.N. parce qu'il est totalitaire et non pas parce qu'il est nationaliste, pour donner l'Algérie indépendante à la coalition de toutes les tendances, socialistes, démocratiques et humanitaires, mettons en gros U.N.R., S.F.I.O., nationalistes modérés. Comme, bien entendu, cela ne mène à rien puisque le F.L.N. continuera la guerre, nous allons à une situation qui sera exactement celle de l'Indochine, où l'armée française meurt pour l'indépendance de l'Algérie, ce qui, vous serez obligé de le reconnaître, au bout d'un certain temps, n'est pas très exaltant.

Je voudrais d'un mot répondre à M. Amrouche, notamment sur son dernier point. Vous dites, on n'a le choix qu'entre donner l'indépendance avec la France ou l'indépendance contre la France, cela me rappelle un film que je vous conseille d'aller voir et qui s'appelle « La Française et l'amour », c'est un film charmant et la scène du divorce est exactement celle que vous essayez de jouer. Un mari et une femme, après dix ans de mariage, n'éprouvant plus d'attrait physique l'un pour l'autre, décident de divorcer à l'amiable et ils se disent entre eux, cela n'a aucune importance, nous nous reverrons après, nous resterons bons amis. On engage la procédure de divorce, les hommes de loi s'en mêlent (vous voyez ce que je veux dire, des Chinois, ou des Russes), les lettres s'échangent sur un ton qui doit grossir pour que le juge puisse prononcer le divorce et, bien entendu, on se brouille définitivement. Je crois que là-dessus il n'y a pas à discuter.

Je voudrais aussi relever votre petit argument économique. Vous nous dites, il faut un élan national pour résoudre les problèmes du sous-développement économique ; là je dois dire que j'accorde plus de désintéressement et plus de noblesse à ceux qui sont des nationalistes sincères. On a le droit de se battre pour un idéal, même s'il est faux, s'il n'est pas partagé par la grande masse de la population. Quand on veut faire de l'Algérie un pays indépendant, ce n'est certainement pas pour la rendre prospère. On prend le risque, au contraire, de la misère pour un idéal national qui le dépasse. Il est bien sûr que pour le développement économique de l'Algérie, l'intégration de l'Algérie dans la France est une solution bien meilleure.

J. AMROUCHE :

Si j'ai avancé la question du développement économique, à laquelle je n'attache pour ma part, dans l'actualité, qu'une importance secondaire, c'est précisément pour répondre à l'argument selon lequel le développement économique de l'Algérie requiert d'une façon absolue l'aide française, massive, et de très lourds sacrifices imposés aux contribuables français. Il m'est arrivé bien souvent de développer la thèse

suivante : il y aura en France, au lendemain de la déclaration de l'indépendance de l'Algérie, un mouvement passionnel très profond de frustration, d'humiliation, mouvement qui s'emparera certainement de la nation tout entière avec des conséquences dont il est très difficile de mesurer l'étendue et la profondeur ; selon moi, l'un des aspects de ce mouvement sera, par un certain choc en retour, le développement d'un « cartérisme » de gauche, c'est-à-dire que le contribuable français considérera qu'après tout faire des sacrifices financiers pour un pays qui se veut indépendant, c'est parfaitement inutile, autant investir en France même. Et je crois très sérieusement qu'il faudra lutter contre le développement de ce mouvement d'abandon.

Le problème reste cependant autre que celui qu'a souligné tout à l'heure M. de Lacoste-Lareymondie. Pour les Algériens, le développement économique de l'Algérie, la diminution progressive de la misère ne sont pas du tout des considérations sordides, elles sont essentielles. Elles sont d'autant plus essentielles et le général de Gaulle l'a reconnu, et c'était un de ses grands mérites entre autres, que la France et notamment les Français d'Algérie, du temps qu'ils ont disposé de l'Algérie comme de leur chose, n'ont rien fait pour éliminer véritablement l'analphabétisme et la misère des corps. Je voudrais dire à Etienne Borne que sur la doctrine que le général de Gaulle a tracée concernant l'avenir de l'Algérie, il n'y a pas grand-chose à dire. La conversation porte sur l'esprit. Ou bien cette Algérie se fera avec les Algériens, ou bien cette Algérie sera foncièrement conçue, dessinée par la France et réalisée par la France. Or, je crois que cela n'est pas du tout une considération secondaire, elle est essentielle.

On a parlé du F.L.N. comme d'une organisation totalitaire, cela me paraît bien étrange, car enfin qu'est-ce que le F.L.N. ? Le F.L.N. est un rassemblement de toutes les tendances du nationalisme, y compris d'ailleurs beaucoup des éléments du M.N.A., tout au moins des éléments de base, et ce n'est pas un parti, c'est un rassemblement national. Quant au caractère démocratique du F.L.N., je voudrais rappeler qu'en effet, initialement le F.L.N. avait une doctrine de guerre rigoureusement révolutionnaire, mais dès que l'offre d'autodétermination a été faite, le F.L.N. a admis que la guerre ne devait pas, cette guerre-là en tout cas, se terminer comme une guerre classique, c'est-à-dire par un vainqueur et par un vaincu, mais par un dépassement de la guerre, que la paix devait être fondée sur un principe commun, ce principe est l'essence même de la démocratie, c'est-à-dire l'autodétermination. A partir du moment où le F.L.N. a accepté l'autodétermination, il en a tiré des conséquences sur lesquelles il n'est pas revenu. La première de ces conséquences, c'est qu'il s'est lui-même défini comme le gérant, le responsable des intérêts du peuple algérien jusqu'à ce que le peuple algérien fût à même de disposer concrètement de lui-même, c'est-à-dire jusqu'à l'application pratique du principe d'autodétermination. Sa qualité d'interlocuteur, il n'a jamais prétendu depuis qu'elle fût celle d'un interlocuteur absolu, et qu'il dût être reconnu comme le représentant unique du peuple algérien. Mais il a toujours soutenu qu'il ne pouvait consentir à déposer les armes d'une

Deux conceptions opposées de l'avenir algérien.

guerre politique tant que les conditions du règlement qui le concerne en tant que F.L.N. n'auraient pas été discutées et réalisées. Sinon, on en revient à la capitulation sans condition ou à la capitulation conditionnelle.

Le général de Gaulle, dans son dernier discours, a rappelé que pour lui la fin des combats était un préalable absolu et que la fin des combats n'impliquait nullement que l'on discutât des conditions politiques, c'est-à-dire des garanties relatives à l'autodétermination que le F.L.N. veut discuter en tant que F.L.N. et pour son propre compte et non pas pour le compte du bachagha Boualam, ou de M. Alain de Sérigny.

E. BORNE :

Ici je voudrais poser une question. Si les choses sont telles qu'elles viennent d'être exposées, il ne reste que quelques nuances entre les positions du général de Gaulle et les thèses du F.L.N. Qu'il y ait deux problèmes, celui du « cessez-le-feu » d'une part et d'autre part celui des conditions concrètes de l'autodétermination, aucune des deux parties ne le conteste. Il faut bien commencer par un bout, faire d'abord qu'on ne se tue plus ; mais pourquoi ne pas parallèlement mener la négociation sur les conditions de l'autodétermination et avec le F.L.N. et avec d'autres que le F.L.N. ? Cette question de chronologie, de calendrier à établir paraît au Français moyen assez mince si on pense aux énormes progrès réalisés sur le plus important, autodétermination, République algérienne, etc. Comment croire qu'il n'y ait pas moyen de forcer l'impasse et à partir même de l'analyse que vient de faire Jean Amrouche ? Car nous sommes devant la porte derrière laquelle est la paix. Il y a rien qui empêche de mettre fin à la guerre. Et d'où vient que ce rien prend des proportions aussi formidables ?

J. AMROUCHE :

Je voudrais répondre tout de suite à cette question que pose Etienne Borne, et en fait M. de Lacoste-Lareymondie y avait répondu tout à l'heure. En effet, il y a un obstacle, cet obstacle c'est l'armée française qui veut à tout prix venger Dien Bien Phu, qui veut une victoire et une victoire incontestée, incontestable à ses propres yeux, c'est-à-dire la disparition du F.L.N. et de l'A.L.N. en tant qu'organisation armée et en tant qu'organisation politique. Vous avez parlé tout à l'heure du problème des moyens, mais bien sûr le problème des moyens est capital. Le problème des fins était déjà préfiguré dans la formulation du principe d'autodétermination. Mais le problème des moyens reste entier. Quand on parle des différentes tendances qui pourront se constituer en Algérie en partis politiques, faire librement campagne, etc., on parle comme si le problème était déjà résolu, c'est-à-dire comme si l'ordre démocratique qui permet à toutes les tendances de se constituer et de s'exprimer librement était déjà institué en Algérie. Or, ce régime démocratique n'a jamais existé en Algérie et on ne voit pas du tout comment l'armée française et l'administration française actuellement pourraient consentir à l'établissement d'un tel régime démocratique.

E. BORNE :

Un mot simplement. L'armée n'est peut-être pas un bloc aussi monolithique. Il y a le contingent, troupe et officiers, qui ne suivrait pas si aisément les activistes. Et même dans les cadres de l'armée, beaucoup sont capables de peser les conséquences d'une action désespérée, sans compter que la solution dessinée par le général, est si en accord avec le génie de la France, qu'elle va dans le sens du plus vrai patriotisme.

Car si l'armée nourrit la résolution qu'on vient de dire, et le général étant fermement décidé à aller jusqu'au bout de la voie qu'il a choisie, le choc est inévitable. Et je demande à Jean Amrouche si un nationalisme algérien conscient de ses responsabilités peut souhaiter autrement que par vertige passionnel un choc générateur d'un affreux chaos en Algérie comme en France. Me tournant ensuite vers M. de Lacoste-Lareymondie je lui demande de penser à la manière dont cette Algérie française, cette Algérie intégrée à la République, qu'il veut d'une volonté intraitable, peut devenir une réalité politique, concrète, historique. Il faudrait mettre en question à la fois de Gaulle, le régime, l'Etat, tenter tous les démons de la guerre civile. Comment un nationaliste, un patriote français peut-il ainsi jouer avec la France, aller à une aventure dont le communisme, qu'il redoute tant, pourrait sortir vainqueur. Comment prendre avec la patrie un risque aussi terrible ?

Dialogue de sourds ?

A. DE LACOSTE-LAREYMONDIE :

Le dialogue entre Amrouche et Borne est particulièrement intéressant. C'est le dialogue de sourds que le général de Gaulle continue d'avoir avec le F.L.N. depuis déjà deux ans. Vous avez parfaitement senti le côté de pure propagande qu'avait la présentation idyllique du F.L.N. par M. Jean Amrouche. Cette merveilleuse coalition de tous les nationalismes algériens évidemment cadre difficilement avec une réalité de tous les jours où les F.L.N. et les M.N.A. s'assassinent dans Paris, où le F.L.N. a bien pris soin, en Algérie, depuis six ans d'assassiner vingt fois plus de musulmans que d'européens. Tout cela est schématique et fait partie uniquement de l'offensive de propagande de la guerre révolutionnaire que nous fait le F.L.N., car quand je dis totalitaire, mettez, si vous voulez, révolutionnaire, le résultat est le même. Pensez bien que lorsqu'on commence une action politique, non pas en discutant, non pas en revendiquant ou même en menaçant, mais en lançant le terrorisme et la guerre, ce n'est pas pour rien et ce n'est pas pour finir autour d'un tapis vert à discuter gentiment du meilleur statut de l'Algérie de demain. Non, croyez-moi, la guerre révolutionnaire, la guerre subversive, le F.L.N. la fait très bien, il la fait à Paris encore plus qu'à Alger. Il la fait par les techniques soviétiques de l'Agit Prot qui consistent, quand on n'a pas la force, à persuader le pouvoir adverse et pour tout dire l'opinion française qu'elle a d'avance perdu, que la victoire du F.L.N. est inévitable et que d'ailleurs elle est morale. Alors on explique aux catholiques que la guerre c'est affreux et qu'on ne peut pas soutenir une guerre où il y a des sévices, on explique aux bourgeois que l'Algérie c'est trop cher, que la natalité les ruinera, car eux ils sont sensibles au portemonnaie, on explique aux démocrates qui sont très chatouilleux sur le plan des libertés publiques que si la guerre d'Algérie continue alors c'en sera fini de la démocratie, qu'il y aura un coup de force de l'armée. C'est ainsi que Lénine qui a tout dit, vous le savez, et qui nous fait la guerre par ses successeurs ou ses alliés conscients ou inconscients depuis

longtemps, compte conquérir le monde. M. Khrouchtchev vous l'a dit, « on vous croquera, on mettra peut-être dix ans, mais on vous croquera et les pays capitalistes sont perdus car ils ont perdu leurs colonies ». Lui sait la valeur que cela a, et ceci vaut pour toute l'Afrique. Dites-vous bien, mon cher Borne, que le F.L.N. est composé de révolutionnaires, que l'affaire ne peut finir que de deux façons, ou Ferhat Abbas s'installera dans le bureau du délégué général ou le drapeau français y restera, mais en révolution il n'y a pas de moyen terme. Vous me dites « à quel prix, gagnerons-nous ? », moi, je n'hésite pas à vous le dire, il n'y a aucun élan national algérien au sens où l'on pourrait l'attendre d'une grande insurrection. Si les Algériens pensaient ce que dit M. Jean Amrouche, il y a longtemps que nous aurions été jetés à la mer. Mais, vous le savez, le rebelle a difficilement le moyen d'entretenir vingt mille fusils dans un pays qui, hélas, favorise ce genre de guerre et au milieu d'une misère, sur ce point M. Jean Amrouche a parfaitement raison, qui favorise également le recrutement de terroristes ou de fellagha et sur ce point je lui dis, car je le pense profondément, que la véritable cause, en effet, de nos malheurs à tous, à lui comme à nous en Algérie, c'est la faiblesse et la décadence de notre Etat et de notre Nation qui n'a pas su dans ces dernières années, avoir en Algérie une action à la mesure d'un grand pays moderne. Là où il fait erreur, c'est de croire que c'est de la faute des Français d'Algérie, cela relève aussi de la propagande. Pour abandonner les Français d'Algérie, on est bien obligé de persuader l'opinion française que ce sont des gens affreux, que ce sont des colons exploités, mais ceux qui les ont vus savent qu'il y a là-bas la même proportion de mauvais patrons, de bons patrons et de saints que dans n'importe quelle autre société. La loi des grands nombres joue. Ce qui est certain, c'est que l'Etat français, par son administration, par son pouvoir et je l'ai vécu personnellement, a pratiquement abandonné l'Algérie depuis vingt ans. La sous-administration était effroyable et on ne s'est pas occupé de ce pays, c'est la décadence de l'Etat, d'une certaine forme d'Etat libéral qui est en cause et c'est pourquoi je n'hésite pas à vous le dire un seul instant, si vous voulez garder l'Algérie française et donc avoir la paix, si vous voulez par là même sauver la France elle-même, et ne pas finir tous dans le monde communiste, avant cinq ans, vous êtes obligés de réformer votre Etat, de lui redonner une structure, de lui redonner une doctrine et de lui donner un appareil. Devant la subversion communiste qui est avant tout une doctrine et un appareil, si vous continuez à garder un Etat libéral, impuissant, indifférent aux choses, si vous continuez à conserver une nation divisée, où les passions s'affrontent dans le vide d'ailleurs, et où on ne pense qu'à se déchirer, le communisme réglera tout le monde, les Algériens comme les Français.

H. BOURBON. :

Messieurs, au point où en est arrivée la discussion, il serait souhaitable que vous tentiez de préciser les moyens de rétablir la paix sur cette terre d'Algérie où la coopération des deux communautés pourrait être tellement féconde car elle

répond aux impératifs de la raison comme aux traditions d'amitié franco-musulmane.

J. AMROUCHE :

Lacoste-Lareymondie va encore m'accuser de faire la propagande du F.L.N., mais si c'est la propagande du F.L.N. allons pour la propagande du F.L.N. !

Je crois que la paix ne peut pas être le résultat de la guerre, car si on continue à faire la guerre, il est évident qu'il faut accepter ce que M. de Lacoste-Lareymondie accepte, non pas de gaieté de cœur je pense, mais par un souci de réalisme, d'entrer dans l'Apocalypse c'est-à-dire l'intrusion dans cette affaire algérienne des forces internationales affrontées. Or, il est certain qu'il est impossible d'imaginer que le F.L.N. puisse accepter que la guerre continue selon son cours actuel, c'est-à-dire dans le tête-à-tête entre une grande nation et une puissante armée moderne, d'une part, et la guérilla de l'A.L.N., d'autre part. Car la guerre n'est pas simplement la guerre militaire, elle est aussi la guerre pour les populations et la pratique de la guerre subversive a conduit les autorités françaises à des mesures telles que les camps de regroupement, à des mesures de destruction massive du sol et des populations qui ne peut que déboucher sur le génocide. Or il est impossible d'imaginer que le génocide manifeste puisse impunément être effectué en Algérie. Il faut donc sortir de cela et on peut en sortir par l'application effective du principe d'autodétermination. Cette application effective suppose que le peuple algérien soit libre. On peut soutenir qu'il ne serait pas libre s'il devait subir la pression du F.L.N., mais on doit aussi reconnaître qu'il ne serait pas libre si les opérations du suffrage universel devaient être organisées et contrôlées par la seule administration française et par l'armée française. Il faut donc résoudre ce problème concret et on ne peut le résoudre qu'à travers l'acceptation d'une paix qui serait cherchée dans le dépassement de la guerre et non pas dans la conclusion de la guerre selon le procédé classique, un vainqueur et un vaincu. Il est certain que l'armée française ne peut pas accepter la défaite sur le terrain et il est certain qu'elle n'obtiendra pas la victoire sur le F.L.N. sur le terrain, malgré les statistiques. Donc, il faudra que l'armée française accepte de considérer que cette guerre n'est pas une guerre classique et qu'elle est une contestation à travers laquelle de nouveaux rapports entre le peuple algérien et le peuple français doivent être établis et ils ne peuvent être établis que sur le consentement et sur la libre détermination.

A. DE LACOSTE-LAREYMONDIE :

Je pense que les rébellions ne peuvent vivre et durer et par là-même la guerre se prolonger que par l'espérance de la gagner non pas par les moyens toujours très réduits, mais par la conviction que l'ennemi cédera. La rébellion, qui est vaincue militairement en Algérie, qui n'a pas été suivie par l'immense masse des musulmans, ne continue que par l'espoir que Paris et l'opinion française céderont. Ce sont donc les incertitudes et les divisions de Paris qui prolongent la guerre. Seule une plus grande volonté peut mettre fin à une guerre

subversive ; c'est pourquoi le 13 mai avait été fait. Les militaires, les civils, tous les responsables après quatre ans de réflexion avaient jugé que seul le rétablissement à Paris d'un pouvoir stable s'engageant formellement auprès des musulmans à les garder Français et donnant à l'armée l'assurance qu'elle serait garante du contrat pouvait terminer la guerre. Si le général de Gaulle avait tenu les promesses qu'il avait faites alors, tout aurait pu être terminé en six mois. Il a préféré se remettre dans la situation d'incertitude où étaient tous les gouvernements de la IV^e République et qui avait déjà coûté la vie à un régime. Ce sont ces incertitudes et ces divisions qui prolongent la guerre. L'intégration constituait la doctrine révolutionnaire faite d'égalité et de fraternité qui seule pouvait conquérir les cœurs et les esprits des musulmans en face de la mystique du nationalisme et de l'indépendance qui avait incontestablement sur eux également un grand écho :

L'intégration était la seule arme psychologique qui permettait à l'armée de remporter un combat qui n'est pas un combat militaire, où tout ce qui aboutit à des tueries, à des massacres ne fait qu'aggraver le problème et accentuer la coupure entre les populations et aigrir les cœurs. Seule la conquête des esprits et des cœurs peut mettre fin à cette guerre et seule l'intégration peut la permettre.

E. BORNE :

Je prends à mon compte le dernier mot, si idéaliste, si humanitaire, si libéral de M. de Lacoste-Lareymondie. Oui, la conquête des esprits et des cœurs, seul moyen d'en finir avec la guerre, ce qui implique de la part des uns et des autres le renoncement à une victoire totale et chez les uns comme chez les autres une véritable conversion. Cette guerre c'est le voyage au bout de la nuit et en fin de compte, oui, l'apocalypse si cette mutation à la fois morale et politique ne se produit pas d'un côté comme de l'autre.

Alors ? refaire le 13 mai, le 24 janvier. est-ce que cela est possible sans un désastre dans lequel tout ce à quoi nous tenons risquerait de sombrer ? Le référendum sur l'Algérie décidé par le chef de l'État n'est-il pas une option contre la guerre civile et ne permettra-t-il pas à la France de faire entendre une voix démocratique et par conséquent française ? Le choix des deux côtés de la Méditerranée est entre le bulletin de vote et la mitrailleuse.

D'autre part la victoire du F.L.N., la mise hors jeu de la France, outre qu'elles sont matériellement impossibles, ne signifieraient-elles pas non une victoire du nationalisme algérien, mais une victoire des impérialismes orientaux, préface possible à la guerre totale.

Donc il n'y a d'issue que dans la mesure où des deux côtés des hommes, également patriotes et humains, auront le courage de dire « non » et s'il le faut contre eux-mêmes à deux entreprises au fond complices et qui sont toutes deux de désespoir. Cette espérance peut paraître fragile — mais il ne s'agit pas pour finir par où nous avons commencé, d'un juste milieu, d'une attitude de timidité, de retrait, ou de moralisme vain. Car il y a plus de réalisme et il y a plus de pensée politique à contredire la tragédie qu'à y consentir.

La planification économique de l'Inde

L'INDEPENDANCE de l'Inde en 1947 a fait date dans l'histoire mondiale par un réarrangement de l'ancienne structure des forces politiques internationales. En Inde même, avec l'indépendance, l'ère des revendications était révolue et les nouveaux dirigeants se sont trouvés en face d'immenses tâches dans les domaines économique et social.

Maintien et modernisation d'équipements et d'installations abîmés par la guerre, problèmes posés par les réfugiés (7,3 millions entre 1947 et 1951, selon les chiffres officiels du recensement de 1951) : Guerre du Cachemire et mouvements revendicatifs entraînant par ailleurs des violences (et même une guérilla paysanne d'inspiration communiste, dans la région de Telingana, en Hyderabad).

La formation d'une Commission de planification, sous la présidence de Nehru, était annoncée en avril 1950 et le 1^{er} Plan Quinquennal est entré en vigueur en mars 1951.

L'expérience de planification en Inde mérite l'attention, d'abord à cause de certaines caractéristiques spécifiques de l'économie indienne, ensuite par le fait qu'elle a été élaborée par une élite indienne aux accents d'Oxford ; les plans ont été conçus sans ambition démesurée et mis en action sans « soldatisation » de la vie sociale. S'il est vrai qu'il n'y a pas de « villes sans mouches » aux Indes, admettons qu'il y a eu si peu de coercition !

L'élaboration des plans indiens a bénéficié d'une large coopération internationale. Presque tous les noms connus dans ce domaine se sont associés à cette œuvre, soit dans l'élaboration, soit dans l'exécution ; y ont contribué, entre autres : Kuznets, Kalecki, le Professeur Bettelheim.

Avant d'exposer les plans indiens, rappelons brièvement quelques détails de l'histoire économique de l'Inde.

L'histoire économique moderne de l'Inde commence en réalité en 1858, lorsque l'Angleterre déclara l'Inde « Colonie de la Couronne », un an après la répression de la mutinerie des Cipayes. Les premières lignes de chemin de fer datent de cette époque (20 miles en 1853, 4.000 en 1870) ; les universités de Bombay, Madras, Calcutta furent fondées en 1870, l'industrie textile s'est développée dans le dernier quart du siècle ainsi que les plantations et bien d'autres industries.

Plusieurs secteurs avaient une forte participation de capitaux indiens (surtout les textiles, les plantations et les banques) dès l'origine. Depuis la première guerre, plusieurs industries indiennes avaient déjà atteint un grand développement ; elles n'ignoraient ni la pénurie des débouchés, ni les grandes dépressions mondiales.

La seconde guerre 39-45 a donné un coup de fouet à l'économie indienne, durement affectée par la dépression mondiale.

Si l'on oublie les 3 millions de morts de faim au Bengale en 1943, l'extraordinaire poussée de l'industrie indienne, par suite des commandes de guerre, apparaît remarquable. L'Inde n'a pas subi de destruction physique pendant la guerre. C'est à cette époque, d'ailleurs, que le plein emploi apparaît pour la première fois dans l'histoire de l'Inde Moderne. La guerre finie, la croissance industrielle persiste dans un climat inflationniste, l'industrie indienne progresse à pas de géant, non sans ressentir toutefois quelques crises violentes. Le contrôle effectif des prix était fictif sauf, peut-être, pour quelques matières premières industrielles où le marché noir n'était pas possible. A la fin de la guerre, des industries nouvelles jusqu'alors inconnues dans le pays (automobiles, bicyclettes, moteurs d'aviation, produits chimiques, pénicilline, D.D.T.) sont créées avec l'aide technique et financière de l'étranger.

Le chômage réapparaît cependant, avec la démobilisation ; parmi les chômeurs, le Parti communiste recrute ses premières troupes rurales.

Ce qui caractérise l'Inde, par rapport aux autres pays sous-développés, est son autonomie presque parfaite sur le plan des connaissances techniques. Si le nombre d'universitaires, d'ingénieurs, de chimistes, de médecins ne se compare pas avec celui de l'Occident, il reste pourtant vrai que, pour les tâches à réaliser, l'Inde n'a pas un grand besoin de techniciens étrangers. En effet, l'« educated unemployment » (chômage des diplômés) est un vieux problème indien.

L'évaluation suivante de la situation de disponibilité des ingénieurs (civil, mécanique, électricité, télécommunications, chimie, métallurgie, mines, etc.) pour la pé-

riode 1961-1966, donne une idée de l'autarcie de l'Inde dans le domaine du personnel technique :

	Demande	Disponibilité
Ingénieurs (1 ^{er} grade)	45.500	51.700
Ingénieurs (2 ^e grade)	80.100	76.000

L'effort anglais, dans le domaine de l'enseignement, a amené une situation où, depuis 1914, il y a plus de diplômés que d'emplois.

Toute discussion sur le problème indien comporte inévitablement une référence à la question de la population indienne. Disons en un mot que, malgré les immenses investissements depuis un siècle, la majorité des Indiens vit dans une misère épouvantable. La médecine préventive et l'absence de guerre depuis un siècle ont sûrement diminué le taux de mortalité indienne. Il est difficile d'avancer des chiffres précis — voir à titre d'exemple les évaluations fort différentes de la C.S.O. (Organisation Centrale des Statistiques) et du 2^e Plan indien.

	POPULATION (en millions et par année)					
	1951	1956	1961	1966	1971	1976
C.S.O.,	362	391	431	480	528	568
2 ^e Plan	362	384	408	434	465	500

Il est difficile de préciser dans quelles mesures la campagne du Gouvernement Indien en faveur de la limitation des naissances sera un succès.

Les progrès réalisés depuis la deuxième guerre mondiale ne doivent pas dissimuler la faiblesse du niveau de vie actuel en Inde. La distance qui sépare l'Inde de l'Europe est encore considérable (1).

Selon le recensement de 1951 :
 70 % de la population vit de l'agriculture.
 83 % de la population vit dans les régions rurales.
 29 % de la population est économiquement indépendante.
 10,6 % de la population travaille dans les entreprises.
 60 % de la population est à charge.
 80 % de la population est illettrée (71 % parmi les hommes, 92 % parmi les femmes).
 (Contre 4 % en France, 24 % en Bulgarie, 17 % en Espagne.)

L'intention avouée des auteurs des plans indiens est de faire de l'Inde une « Société Socialiste », mais d'y parvenir sans atteinte à la propriété et sans révolution.

Il est évident, par les chiffres cités ci-dessous (2), que l'Inde a dû recourir à l'aide extérieure et au financement déficitaire pour l'exécution de ses plans. Le projet du 3^e Plan fait remarquer que « pour trouver des ressources financières, on ne doit pas se considérer comme tenu par des chiffres fixes et immuables ; dans une certaine mesure les ressources se développent au fur et à mesure que l'économie se développe ». Il faut aussi constater que les résultats d'investissements des deux plans (1951-1961) doivent se faire sentir lentement mais sûrement dans les années à venir.

En ce qui concerne les prix, il est certain qu'ils ont peu augmenté pour la période du 1^{er} Plan ; les chiffres officiels prétendent même que de 1951 à 1955 les prix ont diminué par rapport à 1949. Depuis la fin 1955, les prix ont augmenté et en décembre 1959 l'augmentation des prix, selon les chiffres officiels, se situe à 20 % au-dessous de ceux de fin 1955.

Le 3^e Plan aura des difficultés plus graves que les deux premiers dans le domaine des échanges extérieurs ; d'où le souci à la fois de renforcer le contrôle des importations et d'élargir les exportations.

(1) Pays	Product. énergie électrique (millions Kwh)	Voitures de tourisme (en milliers)	Véhicules utilitaires (en milliers)	Téléphones en service	N° d'exemp. journaux pour 1.000 habitants	Postes radio en service (en milliers)
INDE	20.700 (1960)	203.2 (1956)	181.4 (1956)	335.000, (1957)	7	1.291 (1957)
FRANCE	57.433 (1957)	3.972 (1957)	1.371 (1957)	3.498.900 (1957)	244	10.881 (1957)

2) Les dépenses totales des plans indiens s'établissent de la manière suivante :

	Secteur Public			Secteur privé, investisse- ments (4)	Total des 2 secteurs (3 + 4)	Aide (5)	Finance- ment déficir (6)
	Total (1)	Dép. (2)	Cour. (3)				
1 ^{er} Plan 1951-56	1.960	400	1.560	1.800	3.360	298	
2 ^e Plan 1956-61	4.600	950	3.650	3.100	6.750	982	1.175
3 ^e Plan 1956-64	7.250	1.050	6.200	4.000	10.200	2.200	550

Chiffres exprimés en 10 millions de roupies. (Une roupie vaut environ un nouveau franc.)

L'évaluation suivante a été donnée sur la répartition des budgets des trois plans :

	1 ^{er} PLAN	2 ^e PLAN	3 ^e PLAN
Agriculture et développement communautaires..	14,8	11,8	14,1
Irrigation et énergie ..	29,1	19,0	21,8
Industries et mines	5,0	18,5	24,1
Transports, communications	26,4	28,9	20,0
Services sociaux	21,0	19,7	17,2
Divers	3,7	2,1	2,8
	100	100	100

Le rapport sur l'exécution du 1^{er} Plan (1956) fait remarquer que, malgré l'accroissement des investissements réalisés au cours du 1^{er} Plan,

— la consommation alimentaire en calories reste l'une des plus basses du monde (1600 calories par tête et par jour, contre 2.200/2.300 il y a un siècle).

— la consommation d'engrais reste à un niveau très bas : 1/73 de celle des U.S.A., 1/9 de celle du Japon ;

— la consommation d'acier reste 1/222 de celle des U.S.A., 1/14 de celle du Japon ;

— par rapport à la population totale et malgré l'augmentation de la production, les secteurs primaires, secondaires et tertiaires n'ont pas changé de façon appréciable.

D'un point de vue plus sportif, il reste néanmoins vrai que dans cette période, la base d'une industrie lourde : produits chimiques, machines-outils, etc. a été mise sur pied, sans parler des travaux d'irrigation, d'électrification rurale, des progrès appréciables dans les transports et communications, l'éducation, etc.

Le 2^e Plan a commencé officiellement en 1956, à un moment où le Parti Communiste est entré au Parlement à la suite des élections de 1952. Le « fait communiste », comme une réalité nationale, a sûrement donné un ton nouveau à toutes discussions et de façon plus marquée encore pour le 2^e Plan que pour le 1^{er} :

Les objectifs du 3^e Plan, qui doit commencer en mars 1961, viennent d'être annoncés. En voici les principaux points :

1^o) Effectuer pendant la durée du 3^e Plan une augmentation annuelle de 5 % du revenu national.

2^o) Atteindre l'autonomie dans les besoins alimentaires.

3^o) Accélérer la production d'acier, produits chimiques, combustibles, énergie.

4^o) Compléter la capacité de production des machines, pour que dans une période de 10 ans les machines nécessaires à l'industrialisation de l'Inde soient, dans une large mesure, fabriquées sur place.

Une des expériences bien difficile des plans indiens vient de ce que l'écoulement de la production de certaines industries du secteur privé est de plus en plus difficile, à l'extérieur comme à l'intérieur. Déjà en 1953, le Ministre du Plan, M. Nanda, déclarait : « D'une part on se plaint que le pays ne produit pas assez de biens de consommation ; mais quand on a fait les plus grands efforts pour augmenter la production, on s'est

trouvé tout à coup devant l'accumulation de stocks ». Notons en passant que dans les plans non-communistes, ce genre de problème n'est pas rare.

Le fait que l'Inde produise, grâce aux deux premiers plans, des automobiles, machines à coudre, bicyclettes, scooters, ventilateurs électriques, plastiques, machines-outils, laminoirs, machines pour les usines, ciment, sucre, textiles, papier, produits pharmaceutiques, instruments scientifiques, etc. justifie l'enthousiasme des économistes indiens qui y voient le commencement de l'autarcie de l'Inde dans le domaine industriel.

On ne pourrait pas traiter des plans indiens sans parler des divers efforts pour la réglementation de la propriété féodale, des travaux d'irrigation et du fameux projet de développement communautaire.

Le progrès réalisé dans la production agricole et les travaux d'irrigation sont remarquables, sans que pour cela le niveau alimentaire de la population se soit amélioré d'une façon appréciable ; mais le fait que ce qui va être réalisé dans ce domaine a au moins maintenu ce niveau sans détérioration, face à l'augmentation de la population, est déjà une des grands succès des plans indiens.

Les critiques ne manquent pas, pour dire que la redistribution des terres n'a pas été sans fraude, que le gaspillage ou la non-utilisation des travaux d'irrigation est impardonnable, qu'il y a plus d'exhibitionnisme que de vrai travail dans les programmes du développement communautaire. Il est difficile, toutefois, de nier certaines améliorations, sinon dans le niveau de vie, au moins dans un ralentissement de la paupérisation.

Les auteurs du Plan n'ont pas promis la lune et il serait injuste de critiquer l'expérience de planification indienne sans tenir compte du « tempérament » libéral mais réaliste de ceux qui l'ont élaboré.

A titre d'exemple, on peut noter les commentaires suivants du projet du 3^e Plan, sur la question des basses-castes :

« La question de savoir si les élèves basse-caste doivent vivre dans les foyers d'étudiants mixtes, ou si des foyers séparés doivent être fournis, a été récemment étudiée et l'opinion générale est en faveur des foyers mixtes. Cette opinion générale doit être adoptée pendant le 3^e Plan. »

Comme nous l'avons déjà remarqué, le Plan indien doit être considéré non du point de vue occidental, mais par rapport aux conditions indiennes.

Les chiffres officiels prétendent qu'au cours des 1^{er} et 2^e plans (1951-1961), le revenu national aurait augmenté de 42 % aux prix constants, le revenu par tête de 20 %, la consommation par tête de 16 %. De plus, le rapport investissement-revenu national est supposé augmenter de 7 % au cours du 1^{er} Plan, de 11 % pour le 2^e et 14 % pour le 3^e. Il n'est pas douteux que la planification économique aux Indes a mis le pays sur la route d'une grande aventure.

Etant donné les maux millénaires de l'Inde, le progrès effectué par les plans indiens constitue déjà une révolution et mérite de la sympathie et de la compréhension.

• Georges DAVID.

Qu'est-ce que le révisionnisme moderne ?

Cette étude de François Fejtö constitue un chapitre d'un livre en préparation, intitulé « La Grande Révision » et qui traite des mouvements intellectuels du monde communiste depuis la mort de Staline.

TOUT en condamnant le dogmatisme, les partis communistes considèrent comme principal danger dans les conditions actuelles le révisionnisme... » Ainsi s'exprime la déclaration de la Conférence des représentants des partis communistes et ouvriers des pays socialistes, tenue à Moscou, du 14 au 16 novembre 1957.

Révisionnisme « ancien » et « moderne »

Les idéologues soviétiques font une distinction entre l'*ancien* révisionnisme inauguré par Bernstein et le *révisionnisme moderne* qui, dans leur esprit s'attache aux noms de Milovan Djilas, l'auteur de « La Nouvelle Classe dirigeante », d'Imre Nagy, du vieux philosophe hongrois Georges Lukacs, du jeune philosophe polonais Kolakowski, du Français Henri Lefebvre, etc. (1).

Cette distinction est à retenir. En effet, le *néo-révisionnisme*, tout en ayant beaucoup de points de rencontre avec l'ancien, est un phénomène historique original ; il a surgi au sein (et en marge) des divers partis communistes, comme réaction intellectuelle au stalinisme. Le mouvement est profondément marqué par l'expérience stalinienne, par ce « système » dont les révisionnistes ont secoué le joug avec une sorte de rage sacrée.

Les porte-parole de l'orthodoxie ont tenté d'expliquer la poussée de sève révisionniste par la pression de l'en-

(1) Cf. pour la campagne anti-révolutionniste menée par la propagande soviétique, les articles représentatifs de M. Sidorov : Révisionnisme égale anti-marxisme, dans « Moskva » janvier 1958 (attaque particulièrement violente contre H. Lefebvre et le théoricien polonais Roman Zmand) ; A. Hosenpud : Sur l'absence de foi dans l'homme, « Zvezda » N° 7 1958 (réquisitoire contre les révisionnistes polonais) ; de Béla Fogarasi : Les conceptions philosophiques de Georges Lukacs, dans « La nouvelle revue internationale », N° 10 1959 ; et surtout l'éditorial de « Voprossi Filosofii » N° 10 1958, Moscou.

vironnement bourgeois, par la recrudescence des vestiges bourgeois à l'intérieur du socialisme (2). Pour eux, le révisionnisme contemporain n'est que le reflet d'une « réaction bourgeoise contre les grandes victoires de l'idéologie marxiste-léniniste dans la période d'après-guerre ». Cette explication illustre en elle-même le caractère schématique, abstrait, exsangue de la pensée marxiste-léniniste-stalinienne contre laquelle précisément les révisionnistes se sont rebellés. En fait, du point de vue de la *situation sociale*, bien peu de choses séparent les révisionnistes de leurs adversaires orthodoxes. L'origine de classe, le rôle socio-politique d'un Kolakowski diffèrent bien peu de ceux d'un Adam Schaff ; pourquoi Henri Lefebvre serait-il plus « petit-bourgeois » que Jean Kanapa — Lukacs plus bourgeois que Varga ? On serait beaucoup plus près de la vérité en définissant le *révisionnisme* comme l'expression d'un conflit qui a opposé à un moment historique donné une partie importante de l'appareil de propagande communiste et ses compagnons de route, à l'appareil politique proprement dit.

Le processus de la déstalinisation

Ce conflit a pris son départ dans les discussions sur le sens, la portée, les conséquences du processus qu'en Occident on a dénommé « déstalinisation » et à l'Est on a désigné par les termes de « lutte contre le dogmatisme et les vestiges du culte de la personnalité ».

Je n'envisage pas d'analyser ici toute l'histoire de la « déstalinisation » qui se confond d'ailleurs avec l'histoire du monde communiste depuis la mort de Staline. Je note seulement que, contrairement à ce qu'on croit généralement, la déstalinisation n'a pas commencé par le rapport secret de Krouchtchev au XX^e Congrès qui

(2) « Voprossi Filosofii », éditorial du N° 10 ; 1958.

date du 25 février 1956. Son origine remonte (pour ne point parler des luttes de tendances dont on a décelé quelques indices à l'approche du XIX^e Congrès, en 1952) au printemps de 1953, à l'époque donc où, après la mort de Staline, ses successeurs avaient commencé d'éliminer prudemment, sans bruit, certains aspects particulièrement funestes de son règne, de réparer certaines « erreurs » (comme l'arrestation des médecins du Kremlin), de « normaliser » leurs rapports avec la population. Ils estimaient de toute évidence, que Staline était allé « trop loin » dans la voie de la Terreur ; que celle-ci — vu la consolidation du pouvoir — était devenue inutile en U.R.S.S. En même temps, en Allemagne orientale, en Hongrie, en Pologne, l'impopularité des régimes de démocratie « populaire » était telle, que des « explosions » étaient à craindre. Apparemment rien n'avait changé encore depuis la mort de Staline et tout laissait croire que le stalinisme survivrait à son créateur. Cependant, ceux qui prévoyaient la permanence des structures stalinienne, n'avaient pas tenu suffisamment compte de l'élément affectif, quasi religieux, qui cimentait ces structures ; de l'importance que revêtait pour l'ensemble du système, le culte de Staline, avec ce qu'il représentait d'espoir, de respect, de peur et de foi eschatologique.

A partir du moment que ce Père Terrible, revêtu d'une majesté, d'une infaillibilité divines, n'existait plus, qu'il avait été embaumé, encaissé, immobilisé, comment la Terreur, comment la Foi lui auraient pu longtemps survivre ?

Partisans de Staline, tout comme ses adversaires, s'aperçurent alors brusquement d'un changement de climat, d'une sorte d'éclipse, semblable à celle qu'avaient vécue les sujets du vieux François Joseph, au moment du décès du monarque, signal de la dislocation de la monarchie habsbourgeoise. En la personne de Staline, quelque chose de transcendant se retira du monde communiste et ses successeurs (comme en témoignent leurs premiers manifestes après le 5 mars 1953) se sentaient mal à l'aise dans l'obscurité envahissante. Les « Anciens », les responsables du monde communiste, les proches de Staline paraissaient revivre un drame archaïque ; aux funérailles du chef, ils avaient l'air de parricides accablés par ce qu'ils venaient d'accomplir. Avaient-ils ou non effectivement contribué à la disparition d'un des hommes les plus significatifs du siècle, qu'importe ! Tous, ils avaient l'air coupables, et on les a vus comme terrorisés par l'idée d'un châtimeur possible, d'un déchaînement de forces incontrôlées, d'une irruption des Démons dans la maison demeurée sans protection.

A la suite de quoi, la déstalinisation apparut comme un processus d'exorcisme destiné à purifier l'air, à rendre aux successeurs confiance en eux-mêmes, à rétablir le contact rompu avec les populations soumises. On eût dit qu'après la mort de Staline, son fantôme demeurait

POLOGNE 1956 :

Le procès des émeutiers de Poznan témoigna que le malaise et le mécontentement s'étendaient au-delà des milieux intellectuels.

encore longtemps entre les murs crénelés du Kremlin ; il continuait à faire peur, provoquant ainsi, par sa survie opiniâtre et agaçante, cette révolte posthume dont le rapport Khrouchtchev, défi sans précédent, impitoyable acte d'accusation dressé contre le Père Terrible, fut l'aboutissement suprême.

Il est certain que ce soulèvement posthume des disciples contre leur Maître, cette rébellion des fils spirituels contre le Père qui les a engendrés (sans Staline on n'aurait peut-être jamais entendu parler des Molotov, Malenkov, Mikoyan, Béria, Khrouchtchev, etc.) ont mis en lumière une dimension de l'histoire du communisme que les théoriciens du Mouvement avaient complètement ignorée jusqu'alors. Les schémas marxistes-léninistes de la lutte des classes, de la dictature du prolétariat, de la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme se révélaient nettement insuffisants pour expliquer la terreur aberrante, la rechute, en plein XX^e siècle, vers un despotisme oriental que l'on croyait définitivement résolu, et qui se manifesta par l'extermination systématique « d'honnêtes travailleurs du Parti et de l'Etat soviétique », contre lesquels on avait porté « des accusations mensongères et diffamatoires, de duplicité, d'espionnage, de sabotage, de préparation de complots imaginaires ». (Rapport Khrouchtchev). « L'un des plus grands marxistes » (1) a été pris ainsi en flagrant délit d'absurdité.

Car s'il est vrai que du point de vue marxiste, révolutionnaire, la liquidation sans merci des « classes exploiteuses » pouvait être justifiée — la morale de la Révolution, on le sait depuis 1789, ignore la charité — que penser d'une « répression de masse » dont les vic-

(1) « Pravda », 21 décembre 1959.

times étaient « innocentes » même du point de vue révolutionnaire le plus extrême ? « Quand il fut procédé à l'examen des cas de certains de ces soi-disant « espions », et « saboteurs », dit Khrouchtchev au XX^e Congrès, on découvrit que leurs procès avaient été montés de toutes pièces. Les aveux de culpabilité chez nombre de ceux qui avaient été arrêtés et accusés d'activité hostile, avaient été obtenus à l'aide de tortures cruelles et inhumaines ». N'était-ce pas admettre la folie comme facteur historique — alors que le marxisme repose tout entier sur la conviction hégélienne : *c'est la raison qui gouverne le monde ?*

Dès lors deux images se superposaient dans l'esprit des communistes pratiquants : celle de Staline, homme d'Etat, chef du Parti, être rationnel, équipé de dialectique scientifique. Et celle d'un fou, réincarnation inattendue d'Ivan le Terrible qui, à la tête de l'Etat le plus « moderne » du monde, se livrait aux massacres les plus arbitraires, les plus extravagants, les plus gratuits. Qu'avaient-elles en commun ces deux images ?

Réformisme de Khrouchtchev et révisionnisme de Nagy

C'est cette interrogation qui est à la source commune du « révisionnisme moderne », tout aussi bien que du « réformisme » khrouchtchévien. Evidemment Khrouchtchev, Mikoyan et leurs amis lorsqu'ils engagèrent la lutte contre le Fantôme du Despote défunt, agissaient en praticiens et non en théoriciens de la politique. Rien n'était plus loin de leur esprit que le désir de remettre en question l'ensemble du mécanisme social et politique dont ils relevaient, qui continuait à fonctionner même après la mort de Staline, qui — à leurs yeux — apparaissait comme indépendante de la « folie » de ce der-

nier. Quant à cette « folie », ils l'expliquèrent par la rencontre du « mauvais caractère » de Staline avec une *concentration des pouvoirs* dont Lénine, dans son fameux Testament, caché par Staline — avait déjà prévu les conséquences dangereuses. « Le camarade Staline, en devenant secrétaire général, a concentré dans ses mains un pouvoir immense et je ne suis pas convaincu qu'il sache toujours en user avec discrétion », écrivait Lénine, en décembre 1922, dans une note destinée au XII^e Congrès de son parti. Ce « Testament » où Lénine portait des jugements très intéressants sur ses principaux lieutenants, fut publié en Occident, mais l'authenticité n'en a jamais été reconnue en U.R.S.S. avant que Khrouchtchev, au cours du XX^e Congrès, s'y fût référé. Son texte fut cité ensuite par la « Komsomolskaïa Pravda » du 18 mai 1956, puis entièrement reproduit par « Kommounist » numéro de juin 1956.

En elle-même, la centralisation extrême des pouvoirs — vu la menace extérieure qui pesait sur le pays, les luttes de fractions intérieures, etc. — était une nécessité transitoire. Le mal venait de ce que l'excès de pouvoir avait « tourné la tête à Staline ». Celui-ci avait érigé le transitoire en norme permanente. Il avait fait de la police l'arbitre de la vie soviétique (1). Erreurs graves, mais point irréparables. Pour rétablir l'équilibre, il suffisait de prendre un certain nombre de mesures sages : restauration, au sommet, d'une direction collégiale, qui discuterait des affaires dans un esprit de camaraderie léniniste ; rétablissement de la légalité socialiste ; révision des procès injustes ; reprise de contacts (assortis des critiques et auto-critiques nécessaires) entre l'appareil et les militants d'abord, puis entre l'appareil aidé

(1) Voir l'intéressant bilan, inspiré sans doute par Khrouchtchev, des mérites et erreurs de Staline, dans la « Pravda » du 19 décembre 1959.

BUDAPEST 1956 :

La révolte du peuple hongrois contre l'oppression fut un événement qui dépassait le problème du révisionnisme.

par les militants et les diverses couches de la société ; campagne de « rectification » donc, avec, pour but, la « normalisation » des rapports humains qui sous Staline avaient dévié vers l'anormal. Pour ces « politiques », il s'agissait (en 1953) de prendre le *tourant avec la moindre risque possible d'opérer une retraite tactique*, de décréter une sorte de « NEP » à la Lénine, en tenant fermement tous les leviers de commande. Être bolchévique, n'est-ce pas, avant tout, être résolu à conserver le pouvoir à tout prix ?

Et il convient de reconnaître que dans la lutte contre les excès terroristes et pour la normalisation de la vie politique — cette lutte qu'il avait entreprise dès 1953 — Khrouchtchev avait fait preuve de beaucoup d'audace et de nerfs solides.

Au début de la « déstalinisation » il n'y eut pour ainsi dire pas de différence entre le réformisme (tout à fait orthodoxe du point de vue théorique) de Khrouchtchev — et les conceptions du futur révisionniste, Imre Nagy, qui succédait à Rakosi à la tête du gouvernement hongrois en juillet 1953. Tout au plus pouvait-on déceler une nuance d'indignation sincère chez Nagy, qui manquait à Khrouchtchev et à son associé d'alors, Malenkov. Prenant la parole au Parlement de Budapest, Nagy dressa le bilan de cinq années de terreur rakosiste, sur un ton à la fois retenu et implacable qui faisait frémir. Il constata ce que tout le monde savait, mais que personne jusqu'alors n'avait osé dire, que la machine gouvernementale ne tournait pas rond, que le parti était complètement coupé du peuple, discrédité même devant la classe ouvrière, pour ne point parler de la paysannerie ou de l'intelligentsia ; que d'autre part, la première, la seule chose à faire dans ces circonstances, si l'on voulait éviter des soulèvements « à la Berlin » et regagner la confiance du pays, c'était une politique de réformes, visant à mettre un terme à l'arbitraire, à réparer les innombrables illégalités policières, à améliorer le niveau de vie en freinant la sur-industrialisation, à en finir avec une propagande conçue comme une falsification continue et massive de la réalité

Ceci dit, Nagy lui aussi avait considéré à ce moment encore, le « stalinisme » — qu'il désignait par les termes de « dogmatisme » et de « sectarisme » — comme une *erreur d'optique*, une « déviation » mentale qui ne compromettait pas le « tout » du système. Si, dans sa marche vers le socialisme, le Parti se laissa égarer par des chefs mal inspirés, quoi de plus facile que de retrouver — grâce à des chefs plus éclairés — la bonne voie ?

Cette manière de critiquer le stalinisme ne saurait être considérée comme hérétique. Elle ne franchissait pas les limites du paternalisme orthodoxe. « Les conducteurs peuvent faillir, la mécanique est bonne ». Le révisionnisme commence là où le premier doute se lève, au sujet de la mécanique elle-même. Là, où l'accent se dé-

place de l'efficacité politique, unique critère valable, sous le stalinisme, vers d'autres critères d'ordre moral. Chez Nagy, ce déplacement ne se produisit, sauf erreur, qu'en 1955.

Dans le Mémoire politique qu'il avait soumis au Comité Central avant le XX^e Congrès (Cf. « Un communisme qui n'oublie pas l'homme », Plon 1957, p. 187), Nagy eut l'audace de rappeler aux communistes hongrois les termes d'un message adressé par Marx à la première association internationale : « Les prolétaires, dit Marx, devraient se prononcer pour que les lois simples de la morale et de la vérité destinées à régir les rapports privés entre les hommes, deviennent aussi les lois suprêmes des rapports entre les nations »... « Nous ne devrions pas tolérer, ajoutait Nagy, que notre pays et notre Parti soient amenés à enfreindre ces principes. » *Hic incipit tragoedia !* Nagy avait pris les principes au sérieux.

En Pologne, à peu près en même temps, c'est-à-dire 1955, on a pu discerner chez plusieurs écrivains polonais les symptômes d'un malaise moral semblable. Et l'organe théorique du Parti communiste polonais (1) de dénoncer les intellectuels « qui déforment la critique des erreurs du passé en disant que le mal, que nous combattons maintenant avec tant d'énergie, est inhérent à notre système et non pas un simple vestige du capitalisme ».

Ce malaise des intellectuels du Parti, leur revirement, leur agressivité s'expliquent parfaitement si l'on songe qu'ils avaient le sentiment d'avoir, par la faute du Parti, *perdu la face*. Perdu la face de manière beaucoup plus grave et honteuse que les « politiques ». Car *verba volant scripta manent*. Les paroles des politiques étaient vite oubliées, tandis que les œuvres écrites, les Odes et Hymnes à la gloire de Staline, les épopées dénonçant la trahison yougoslave, les essais historiques et sociologiques présentant l'ère de la terreur comme l'accomplissement de la liberté, étaient restés sur les rayonnages, c'était impossible de les faire disparaître. Ils portaient témoignage. Et alors comment pardonner aux gens de l'appareil d'avoir mis les intellectuels dans cette situation déplorable devant les militants, devant les opposants, devant le public, devant eux-mêmes ?

« Chaque grenouille a le droit aujourd'hui de me poser des questions gênantes », se plaignait l'ex-stalinien polonais, Bochenski. Quelle situation épouvantable, en effet ! Toutes ces « grenouilles » qu'on méprisait, ce déchet de la population, cette populace de petites gens de rien du tout, ces paysans, artisans, commerçants, ouvriers, employés, curés, instituteurs, tous ces laïcs qui ne comprenaient rien au *Diamat*, au *Weltgeist* : ils levaient à présent la tête, ils vous regardaient

(1) « *Nove Drogi* » 1955.

d'un œil narquois, demain ils iront jusqu' à vous demander des comptes pour avoir présenté comme Incarnation ce qui n'a été qu'une imposture sanglante !

Les révisionnistes du « mouvement de l'histoire »

C'est sur cet arrière-plan psychologique et moral que se dessine le « nouveau révisionnisme » qui est à la fois révolte contre une servitude qui a perdu son sens, colère contre l'Idole, tentative de sauver la face et recherche de nouvelles raisons d'être. A l'origine, le révisionnisme était surtout un cri de protestation et d'indignation. Il reflétait la *crise de conscience des agents meurtris de la propagande stalinienne*. C'est sans doute la raison pour laquelle tous ceux qui sont « en dehors » du marxisme — ou même en marge de celui-ci, comme Jean-Paul Sartre, le comprenaient si difficilement ou pas du tout. Pour Sartre, le *révisionnisme... c'est un truisme ou une absurdité : il n'y a pas lieu de réadapter une philosophie vivante au cours du monde...* (1). Ce que Sartre ne semble pas avoir vu, c'est que le marxisme incarné dans le stalinisme a tout simplement éclaté dans la tête d'un Pierre Hervé, d'un Kolakowski, d'un Lefebvre ou d'un Tibor Déry, d'intellectuels donc qui le vivaient, le pratiquaient, pour qui le marxisme n'a point été une perspective lointaine, suscitant de beaux exercices de style, mais une réalité quotidienne.

Certes, la grande intelligence de Sartre a saisi infailliblement l'essence de la déformation stalinienne du marxisme : « empirisme sans principe », couvert par « un savoir pur et figé » (1). Mais pour lui il ne s'agissait là, dans cette déformation, dans cette dégradation, que d'un moment, nécessaire sans doute, mais passager, de l'histoire. D'un moment du mouvement qui, irrésistiblement — à travers erreurs et cadavres — se rue vers l'accomplissement de l'homme. Le drame des gens qui vivaient l'expérience au dedans, sous la menace, dans la peur, dans la recherche de justifications — le drame de gens qui avaient tout investi dans le mouvement et qui après le naufrage stalinien ne songeaient qu'à sauver la substance du marxisme, repenser, réviser, rénover ses fondements — ce drame-là lui échappait. A quoi bon la révision ? dit-il : si le mouvement est « en crise », c'est le mouvement même de l'histoire, la lutte des hommes sur tous les plans et à tous les niveaux de l'activité humaine qui délivreront la pensée captive... » Sans doute. Mais pourquoi Sartre a-t-il rejeté la lutte tragique des révisionnistes du « mouvement de l'histoire » ? Leur but n'avait-il pas été précisément de « délivrer la pensée captive », non sur le papier, mais en s'organisant effectivement contre la censure ? Ce qui a paru si irritant, chez les révisionnistes, à Sar-

tre qui, malgré tout gardait sa confiance dans « la raison de l'histoire » et par conséquent dans la perfectibilité du marxisme — c'est peut-être le fait qu'ils ont été battus ; pour un hégélien (que ce soit Lukács ou Sartre) les vaincus ont toujours tort. Mais qui pourra dire, parmi les philosophes engagés, qu'il n'a pas été battu dans cette bataille-là ?

La révolte des intellectuels communistes avait quelque chose de torentueux, d'explosif. Dès le 5 avril 1956, la *Pravda* signalait l'action au sein du parti soviétique « d'éléments corrompus » qui, abusant des possibilités offertes à la critique, à la discussion étaient passés à une mise en question radicale du système, dénonçaient la censure, s'interrogeaient sur l'utilité du parti unique. L'organe officiel du parti bulgare, le *Rabotnitchesko Délo* s'élevait à la même époque contre « le criticisme destructeur » de certains membres du parti. Simultanément ce « criticisme destructeur », c'est-à-dire la critique qui ne s'arrêtait pas aux limites fixées par Khrouchtchev — avait fait son apparition en Lithuanie, en Arménie, au sein des partis communistes anglais, américain, norvégien, français, etc. et même du parti tchécoslovaque, le plus docile de tous. Le *révisionnisme était né*.

Dans un premier mouvement de dépit, ses porte-parole ne s'attaquèrent qu'au stalinisme, en se référant volontiers à Lénine (1). Mais au fur et à mesure que les esprits s'échauffèrent, le stade du retour à Lénine était dépassé. Ainsi, en Pologne, Julian Hochfeld redécouvrait les critiques si pertinentes qu'avait formulées Rosa Luxembourg contre la conception léniniste du parti, dans son pamphlet : « La révolution russe » (2), réédité au printemps de 1957 en Pologne. En même temps, d'autres « révisionnistes », comme l'Américain Charles Lomen ou l'Italien Gioletti, arrivaient à la conclusion que le léninisme « ne s'applique pas aux pays capitalistes d'Occident » (3).

Enfin, le mouvement des idées se précipita et un certain nombre d'écrivains et théoriciens, comme le Polonais Kolakowski, les Français Pierre Fougereyrollas, Edgar Morin, Jean Duvignaud, allèrent jusqu'à une *mise en question radicale du marxisme lui-même*, prenant position pour un socialisme complètement repensé et renouvelé, dépouillé de ses entraves primitives, « matérialistes-dialectiques ». Là, on sort du XIX^e siècle, pour affronter le XX^e.

François FEJTO.

(1) Voir l'article de Marian Marvelli (« *Pro Prostu* 1-7-56), faisant l'éloge de la tolérance de Lénine ; l'article de Szacki (également dans *Pro Prostu* 6-1-57) ; L'étude de Lukács dans « *Tarsadalmi Szemle* » : Pour un marxisme correct (août 1956).

(2) Cf. la préface de Hochfeld à l'ouvrage de Rosa Luxembourg (« *Pro Prostu* » N° 7, 1957) et l'éditorial de « *Trybuna Ludu* » (18-4-1957).

(3) Cf. « *Voprossy Filozofii* » de Moscou N° 10, 1958.

(1) Question de méthode, « *Temps Modernes* », sept. 1957.

(1) *Op. cit.* p. 352.

LES COMPLEXES DE L'OFFICIER

JE connais beaucoup d'officiers. Le souci de les comprendre m'a poussé à rechercher les « contacts ».

Les hasards de ma profession de journaliste m'ont amené à parcourir l'Algérie à maintes reprises. Quand je parle des officiers, je pense d'abord aux commandants et aux colonels. La plupart de ceux que j'ai rencontrés et dont certains sont devenus des amis sont sympathiques. Mais ce n'est pas parce qu'ils sont sympathiques qu'ils ont nécessairement raison. Il faut donc se garder à leur endroit d'un préjugé favorable sous prétexte que pendant longtemps on n'a pas pris garde à leur existence. J'ajoute que s'il était vrai que la France se désintéressait de son armée avant 1957-1958, elle s'est bien rattrapée depuis. Et je constate que si les Français ont fait certains efforts pour comprendre les officiers, les officiers eux ont une certaine tendance à concevoir le dialogue à sens unique. Or le problème n'est pas que l'armée impose ses vues à la nation, mais qu'elle se réintègre à elle parce que ses membres représentent une énergie qu'il serait dramatique de pas voir mise au service de l'intérêt général véritable.

Ce préambule me paraissait nécessaire pour éclairer les notes qui suivent sur la psychologie de l'officier.

Chaque époque a ses prolétaires qui vivent sans participer aux ambitions de la société dominante, ni partager les avantages dont elle jouit. Je crois que les ouvriers sont dans la nôtre de moins en moins isolés. Par contre, les paysans (1) d'un côté, les militaires de l'autre, sont devenus comme étrangers à une France qui a fait depuis quinze ans sa mue industrielle et commence à pénétrer dans l'ère du bien-être à l'américaine. Salariés de l'industrie, habitants des villes, même s'ils continuent de se plaindre, sont peu à peu en train d'acquiescer les biens d'équipement individuels qui sont la marque dominante de cette période. Ceux dont les revenus sont encore trop modestes pour prétendre à de telles satisfactions ont cependant l'espoir de les acquiescer.

Seuls les agriculteurs (et certains commerçants qui leur sont liés), dont les revenus n'ont pas varié aussi vite que ceux de l'industrie, et les officiers sont « en dehors du coup ».

Parlons seulement de ces derniers. La réalité pour eux c'est la guerre. Plus, la guerre sans victoire.

1939 — les camps ou l'armée d'armistice — l'Afrique du Nord ou l'Angleterre — les combats croisés de 1943 — la campagne de la Libération sous l'uniforme ou le commandement américain — la victoire de 1945 dont il n'a vraiment pas été possible de nous convaincre qu'elle a été la nôtre...

Puis l'Indochine. Ils partent là-bas, les lieutenants, les capitaines de Leclerc pour mettre les Japonais à la porte et rendre à la France sa puissance en lui reconstruisant son Empire. Ils ne comprennent pas que c'est le drame de la décolonisation qu'ils vont vivre. Les Français de métropole non plus d'ailleurs, mais ceux-ci vont voir clair plus vite. Lorsqu'aux hasards d'une permission les officiers d'Indochine reviennent en France, ils sont frappés de stupeur. Ils ne retiennent de la réalité que les injures dont on les couvre et l'imbroglio de la IV^e. Ils en tirent de l'amertume. Ils commencent à crier à la trahison.

Les réalisations du Plan Monnet, les premiers pas de l'Europe, la croissance du revenu national, tout cela est loin pour eux. Ils ne le remarquent pas. Ils ne sont d'ailleurs pas préparés à s'intéresser au fonctionnement d'une société industrielle.

Survient Dien Bien Phu, l'échec infligé par des hommes dont l'armée française voulait à peine comme « garde-mites » en 1939 parce qu'on doutait de leur valeur militaire. On a tout dit sur le choc que cette défaite a provoqué chez les officiers dont beaucoup connurent les camps « viets » et y découvrirent le communisme à l'asiatique, Lénine et Mao.

A peine revenus, ils sont réexpédiés vers l'Algérie. Pour quoi faire ? Sauver la France ?

Quelle autre raison de se battre pourraient-ils se donner sinon celui de maintenir une certaine idée de la France ? Quand ils découvrent que cette idée ne repose plus sur les réalités du présent parce qu'ils sont bien obligés d'admettre que leur pays n'est plus une « grande puissance » au sens traditionnel du terme (en dépit de la logomachie officielle), ils se rabattent sur la notion de « Défense de l'Occident ». Ils ont besoin de justi-

(1) Il s'agit d'agriculteurs figés dans des structures traditionnelles et non des jeunes dynamiques du C.J.A.

fier à leurs propres yeux, sinon à ceux de l'opinion, que s'ils combattent depuis vingt ans, ce n'est pas pour rien.

Voilà, je crois, un des ressorts les plus importants de la psychologie de l'officier français.

Peut-on lui en vouloir ? Nul ne s'est vraiment préoccupé de lui expliquer le sens de sa mission dans une époque singulièrement mouvante. Nul non plus ne s'est vraiment préoccupé de son sort matériel.

Je sais bien que la vie était parfois excitante à Saïgon et que les soldes sont plus élevées à Alger qu'à Mailly-le-Camp. Mais ce ne sont pas des satisfactions suffisantes. A âge égal, les officiers sont moins bien payés que leurs anciens camarades. Pour se retrouver en compagnie de civils qui ont des responsabilités comparables aux leurs, il leur faut rechercher celle d'hommes plus jeunes qu'eux. Tout cela contribue à développer un complexe d'infériorité (dont, fait essentiel, leurs femmes souffrent autant sinon plus qu'eux).

Combattants sans victoire, chefs d'une armée de moindre importance, Français connaissant mal la France de 1960, cadres aux maigres ressources, les officiers ne pouvaient pas ne pas connaître une crise grave. Ils l'ont surmontée en la transformant en complexe de supériorité.

En élaborant la théorie de la « guerre subversive » contre le communisme qu'ils voient partout pour se donner des raisons d'agir, ils croient avoir mis au point les principes de défense de l'Occident tout entier. Ils veulent sincèrement être les chevaliers de sa civilisation et gagner les âmes à sa cause.

Il suffit de les entendre dans un de leurs mess algériens, où l'on a l'impression que toute vie française tourne autour de l'Algérie et toute la vie du monde autour du problème algérien pour être saisi par leur assurance — et aussi par ce que cette assurance a d'un peu forcé.

Ils ont terriblement simplifié le monde, d'un côté le bien, l'Occident chrétien (car ils sont souvent catholiques), de l'autre le communisme. Entre les deux, pas de troisième voie possible. On est pour ou contre. Et être pour l'Occident chrétien implique d'être pour l'Algérie française ou au minimum d'être pour une Algérie protégée par la présence active de l'armée française.

Faut-il ajouter qu'ils sont orgueilleux ? Dans un monde tout orienté vers les satisfactions matérielles, ne sont-ils pas les seuls responsables à ne point se laisser endormir dans la mollesse ? Là encore ils cherchent des raisons pour justifier leur propre position. Pour eux, la société économique, telle qu'elle fonctionne, ne peut aboutir à d'autres résultats qu'aux abandons. Elle désoriente la jeunesse. Elle endort la vertu. Elle pourrait tout à force d'être bâtie sur l'argent. Et voilà pourquoi les anticommunistes que sont les officiers sont souvent des socialistes (comme on l'était au XIX^e siècle).

Ayant rapidement élaboré cette « Weltanschauung »

(entre 1950 et 1958) où s'entremêlent le socialisme, le nationalisme et la tentation de la pureté d'où naquit autrefois l'Inquisition, ils en sont venus à penser qu'ils ont un rôle à jouer dans la vie politique pour y imposer l'idée qu'ils se font de l'intérêt français.

La période qui a suivi le 13 mai où ils étaient maîtres absolus de l'Algérie leur a laissé quelque nostalgie. Mais surtout ils ont cru voir depuis leurs buts de guerre (donc leur propre raison d'exister) s'estomper. Ils se sont jurés à eux-mêmes qu'ils ne se laisseraient pas bernier et que l'Algérie serait leur victoire (et disent-ils « la victoire de la France »). Et lorsqu'on leur fait valoir qu'ils risquent parfois d'agir contre le sentiment de la majorité, ils répondent que c'est que la majorité a été trompée par de mauvais bergers : le « Monde », « L'Express », « France Observateur » et les « professeurs ».

Certes, tous les officiers ne sont pas disposés à être des révolutionnaires permanents. Beaucoup ont la préoccupation de suivre leur bonhomme de chemin et je conserve le souvenir d'un régiment dans la région sud du barrage tunisien où trois commandants obèses passaient leur temps à compiler le tableau d'avancement. Mais ceux-là sont faits pour suivre ce que diront les leaders de la minorité agissante et passionnée.

Quelques-uns, plus nombreux qu'on ne le croit généralement d'ailleurs, sont ou se disent libéraux. Ils se refusent à l'idée d'une « prise de pouvoir », d'un « coup d'Etat » militaire. Rares cependant sont ceux qui admettent de passer aux rayons de la critique les principes sur lesquels ils vivent. Comment le pourraient-ils puisqu'ils ne voient du monde que l'Algérie, quelques coins de vacances en France et parfois ce que leur en montre les cours de l'Ecole de guerre ? Ils ne pourraient avoir d'autre jugement que placés dans un contexte différent. Comment ?

C'est seulement en les « intégrant » qu'on fera disparaître le germe révolutionnaire qu'ils véhiculent... Je n'entrevois qu'un moyen : offrir à ceux des officiers qui malgré leur valeur ont peu d'avenir dans la Défense Atomique des situations normales dans la vie économique active, grâce auxquelles ceux qui sont las de courir les djebels (quoi qu'ils en disent) découvriront les bons côtés et aussi les exigences du progrès économique et comprendront que le vrai moyen de rester dans le peloton de tête des nations ce n'est pas de contrôler des kilomètres carrés ou des âmes qui ne se donnent qu'en apparence mais de savoir organiser et promouvoir l'expansion. Il faut que nos officiers perçoivent qu'il est d'autres voies que le nationalisme ombrageux pour servir au XX^e siècle la grandeur de la France et assurer son rayonnement.

Après le discours du 4 novembre et les récentes orientations algériennes, de nombreux officiers sont crucifiés. Resteront-ils disciplinés, quoi qu'il leur en coûte, ou bien ne seront-ils pas tentés de rebâtir la nation telle qu'ils la rêvent ?

Michel DRANCOURT.

LA DÉMOCRATIE CHRÉTIENNE ET LE TIERS-MONDE

AU cours du Congrès des Nouvelles Equipes Internationales (Union Internationale des Démocrates-Chrétiens dont les secrétaires généraux sont nos collaborateurs et amis, Jean Seitlinger (secrétaire international) et Philippe Farine (secrétaire national), M. Roger Reynaud, membre de la Haute Autorité de la C.E.C.A., a fait un exposé sur les relations qui doivent s'établir entre l'Occident et les pays en voie de développement. Nous en présentons ici avec son autorisation les principaux extraits.

L'ACTUALITE se charge a tout moment de nous rappeler la place que tiennent dans la politique internationale les pays du tiers-monde. Cette année, les événements de Cuba et du Congo belge ont singulièrement frappé l'opinion et influencé la politique des gouvernements. Les faits sont connus. Je passerai rapidement.

Mais à côté de ces phénomènes spectaculaires, il en est d'autres, au moins aussi significatifs, et qui constituent les éléments d'un même problème : ainsi, cette mission brésilienne qui s'en va à Moscou pour renouveler des accords commerciaux ; ainsi cette tension en Inde à propos des sociétés pétrolières anglo-saxonnes.

Cet ensemble de faits nous conduit à un examen de conscience.

L'Occident, qui symbolise les valeurs humaines auxquelles nous sommes attachés, est-il aujourd'hui en mesure de contribuer au développement du tiers-monde ? C'est la première question. L'Occident peut-il prétendre rétablir des rapports confiants avec les pays qui ont été marqués par le sous-développement économique ou par la colonisation, et souvent même par les deux facteurs combinés ? Telle sera la deuxième question.

Avant de répondre, il faut définir clairement le climat politique et psychologique dans lequel ces deux questions se posent.

Du côté des jeunes pays d'Asie et d'Afrique (sans parler de ceux de l'Amérique latine), la tendance est de prendre ses distances vis-à-vis de l'Occident. C'est là le résultat d'une méfiance à l'égard de l'Occident comme tel et à l'égard, il faut bien le souligner, de certaines procédures d'intervention qu'il pratique encore. Ces pays rejettent un type de rapports nés de l'histoire coloniale du dernier siècle. Ils craignent aussi que certaines formes de coopération économique et technique ne se révèlent peu compatibles avec l'idée qu'ils se font de leur nouvelle indépendance.

Du côté du tiers-monde, on est donc confronté à deux phénomènes inséparables : celui du sous-développement, phénomène économique, et celui de la méfiance, phénomène psychologique. Mais tout est lié. Il serait vain de vouloir ignorer le caractère global du problème dans lequel se cristallisent et se déterminent réciproquement des facteurs psychologiques issus de l'histoire, des facteurs socio-politiques et économiques, sans parler, bien sûr, des facteurs externes que fait intervenir la compétition Est-Ouest sur le terrain de ce tiers-monde.

Sous-développement et méfiance, avons-nous dit à propos des pays d'Asie et d'Afrique et d'Amérique latine. Qu'en est-il du côté occidental ? Comment imagine-t-on dégager une solution ? Quelle sera l'attitude de la démocratie chrétienne ?

Nous croyons et nous y reviendrons plus loin, qu'il existe chez nous une part appréciable de la bonne volonté nécessaire pour affronter le problème. En quelques années, le phénomène

du sous-développement a profondément sensibilisé l'opinion occidentale, dans ce qu'elle a de plus noble.

Mais, ici comme dans le domaine des relations personnelles, la bonne volonté ne suffit pas par elle-même. Elle doit se prolonger par l'effort, pour tout dire, par la volonté tout court, d'établir avec les peuples du tiers-monde un type nouveau de relations humaines tenant le plus large compte du contexte politique et psychologique que nous avons évoqué plus haut.

Pour la Démocratie Chrétienne, le problème central est donc à la fois un *problème humain* (celui des relations humaines à établir conformément aux exigences morales), un *problème politique* au sens fort du terme (impliquant une organisation et un contrôle des rapports collectifs), enfin, un *problème économique et social*.

Sans doute, les solutions qu'il faut trouver devront-elles à tout moment et en tout lieu correspondre à une exigence de l'histoire et de la société. Dans ce domaine l'esprit de système conduirait à la stérilité ou à la rupture des équilibres sociaux et politiques.

Il faut donc que ressortent de ce congrès des procédures permanentes d'examen qui permettent une compréhension mutuelle où « l'intelligence du cœur », dont parlait Jaspers, a encore plus d'importance que les formes d'aides économiques.

«Ce qui a été fait

Nous avons à préciser pourquoi ce problème des pays en voie de développement nous préoccupe.

Je voudrais, en premier lieu, sinon faire un bilan complet, tout au moins souligner les principaux aspects et l'ampleur des efforts des pays de l'Occident (et tout particulièrement de l'Europe) en ce qui concerne la mise en valeur des pays du tiers-monde. Dès avant la première guerre mondiale, les principales nations industrielles participaient au développement de ces pays, et ont multiplié leurs efforts jusqu'en 1939. Je citerai à ce sujet un chiffre tiré d'un rapport présenté en 1929 à la Chambre de Commerce Internationale ; ce rapport évaluant à 40 milliards de dollars-or les investissements globaux de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne et de la France (Grande-Bretagne 10 à 19 milliards-or ; Allemagne 8 à 9 milliards-or ; France 12 à 13 milliards-or).

Les Etats-Unis, après cette période, ont ensuite pris progressivement la relève. Notons qu'après 1945, les efforts dans différents pays occidentaux et particulièrement en Belgique et en France, ont été considérables.

(C'est ainsi que pour un grand nombre de pays dont les Etats-Unis, la France et la Belgique, la contribution en faveur des pays sous-développés a été considérée égale ou supérieure à 10 dollars par tête d'habitant.)

L'aide aux pays sous-développés a pris deux formes : l'aide multilatérale et l'aide bilatérale.

L'aide multilatérale est celle qui a été accordée par l'intermédiaire des organismes internationaux. Leur énumération serait trop fastidieuse. Je voudrais toutefois vous dire quelques mots du Fonds Européen de Développement pour les Pays d'Outre-Mer associés au Marché commun (pays de l'Afrique noire essentiellement).

Ce Fonds, alimenté par des contributions des Etats, dispose pour cinq ans de 581 millions de dollars, qu'il répartit, sous forme d'aides non remboursables. Il aura distribué, à la fin de cette année, 163 millions de dollars, dont les deux tiers environ ont permis de financer des travaux d'infrastructure et des projets économiques d'intérêt général, le reste étant affecté à des réalisations sociales au sens large.

A côté de ces aides multilatérales, se développait à travers le monde un vaste mouvement d'aides bilatérales, mouvement dont certains aspects n'étaient d'ailleurs qu'une illustration de la confrontation Est-Ouest.

Dans le cadre de ces aides bilatérales, les pays de l'Occident ont, depuis 1952, accordé à 45 pays en voie de développement des aides pour un total d'environ 20 milliards de dollars.

Sans entrer dans le détail de toutes les réalisations, je voudrais souligner plus particulièrement les initiatives de quelques-uns des pays qui, au cours des dernières années, ont le plus contribué à l'action bilatérale.

Les Etats-Unis, comme vous le savez, interviennent par l'intermédiaire de différents organismes. En 1957 et 1958, le total de l'aide atteignait annuellement 5 milliards de dollars.

La Grande-Bretagne, outre ses versements aux différents organismes internationaux, intervient avec le Colonial Development Corporation ou le Commonwealth Development Finance Company. Sa contribution atteint environ 100 millions de livres par an.

La France intervenait avec le fonds d'investissement pour le Développement Economique et Social (F.I.D.E.S.) et maintenant intervient par le Fonds d'Aide et de Coopération (F.A.C.). Au total, la contribution de la France atteint, depuis 1957, plus d'un milliard de dollars par an, dont plus de 500 millions de dons.

La Belgique, de 1952 à 1958, a réalisé des investissements pour un montant de 150 millions de dollars par an.

L'aide de l'Allemagne occidentale a été estimée à 72 millions de dollars par an, pour la période de 1952-1955.

Quant à l'U.R.S.S., on évalue son aide entre 1954 et 1958 au chiffre global de 2 à 2 1/2 milliards de dollars.

Il faut souligner que d'autres pays ont fait surtout porter leurs efforts sur les investissements privés, mais il est difficile d'en donner dans le cadre de ce rapport, un tableau précis.

Ces quelques indications montrent bien que, tant dans le domaine de l'aide bilatérale que dans le domaine de l'aide multilatérale, les efforts en faveur des pays en voie de développement ont été considérables.

Mais la question se pose de savoir s'ils ont été suffisants, s'ils ont été réalisés là où ils devaient l'être et dans quelles conditions.

Pour mieux juger, nous rappellerons un certain nombre de faits connus, mais qu'il y a intérêt à mieux faire connaître encore et qui situent l'ampleur et la nature du problème du sous-développement.

Les deux tiers de l'humanité (près de deux milliards d'hommes, dont 1,2 milliards en dehors de la sphère communiste) vivent une existence misérable. Ils sont sous-alimentés, affaiblis par la maladie et souvent sans emploi, avec une perspective de vie de 30 à 50 ans, alors qu'elle est en moyenne de 70 ans pour les Européens.

D'après le professeur Tinbergen, le revenu de la plupart d'entre eux, y compris ce qu'ils produisent eux-mêmes pour leur propre consommation, est de 50 à 100 dollars par personne et

par an : moins du dixième des 900 dollars dont bénéficient en moyenne les Européens.

L'écart entre riches et pauvres a d'ailleurs tendance à s'aggraver. Du côté des premiers, l'effet multiplicateur des investissements augmente la richesse plus vite que le nombre d'hommes ; chez les seconds, au contraire, la fécondité (40 à 50 % au lieu de 15 à 20 % en Europe) et le succès de l'action entreprise contre la mortalité accroissent le nombre de bouches à nourrir plus rapidement que les revenus.

A cette tendance naturelle s'ajoute le fait que la situation s'est aggravée depuis 1957. Les exportations des pays sous-développés et leurs importations qui, jusqu'en 1957, s'étaient rapidement accrues, sont retombées en 1959 au niveau de 1956. Or, depuis 1956, la population de ces pays s'est accrue de 44 millions (soit de 4 %) contre 12 millions (soit de 2 %) dans les pays industrialisés de l'Occident. Dans le même temps, la position de l'Europe, à la fois en tant que producteur et en tant que créateur, s'est renforcée plus que celle de toute autre région industrialisée de l'Occident. Depuis 1953, l'expansion de la production dans les pays de la Communauté Européenne a dépassé celle des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne. Ces quelques chiffres soulignent les premiers la gravité et l'urgence des problèmes ; les seconds nous font mesurer l'ampleur de nos responsabilités.

Des insuffisances quantitatives et qualitatives

Cet ensemble de faits nous conduit à une double constatation.

Quoique remarquables, les efforts consentis se révèlent insuffisants en quantité ; d'autre part, ils n'ont pas toujours été adaptés à la nature des questions auxquelles il convenait de répondre.

Insuffisance quantitative d'abord des efforts consentis.

Dans ce domaine il faut donner la parole aux experts.

Certains experts estiment que, pour la plupart des pays sous-développés, un accroissement annuel de 1 % de la production nationale demande un investissement équivalent à 3 % de cette production. Etant donné que l'épargne, dans ces pays, ne dépasse pas 5 à 6 % par an, il n'est donc guère possible d'augmenter la production de plus de 2 % par an si l'on s'en tient aux seules ressources nationales.

Deux exemples feront mieux apparaître l'ampleur de la tâche.

1) Pour doubler en 35 ans le niveau de vie des peuples en voie de développement, même en escomptant une certaine diminution de la natalité, il faudrait faire des investissements annuels dans le tiers-monde allant de 42 milliards de dollars la première année à 208 milliards de dollars la 35^e. Nous sommes loin des 26 milliards de dollars accordés au titre de l'aide bilatérale ; et, si ces sommes étaient fournies par les pays dont les citoyens ont un revenu moyen supérieur à 700 dollars, il serait nécessaire que lesdits pays consacrent un pourcentage de leur revenu national variant de 5 à 7 % la première année et allant jusqu'à 13 % la 35^e. (On donne généralement deux chiffres d'après le taux de la natalité, selon qu'on considère cette natalité constante ou ralentie.)

2) Pour augmenter les revenus par habitant des pays en voie de développement, en dehors de la sphère communiste, de 25 % en dix ans (soit, par an, environ 2 % des revenus par habitant de ces pays), on a calculé qu'un apport annuel extérieur de 7,5 milliards de dollars environ serait nécessaire (soit environ 1 % du revenu national total des pays industrialisés). Non compris l'aide soviétique, les pays riches font aujourd'hui en investissements publics et privés un effort annuel qui se situe autour de 3,5 milliards de dollars. Il faudrait donc réunir environ 4 milliards de dollars supplémentaires. Depuis 1956-1957, l'aide des pays industrialisés non soviétiques a augmenté. Elle atteint environ 4,3 milliards de dollars. Il resterait donc à faire un effort supplémentaire de 3 à 3,5 milliards de dollars.

Ces chiffres ne sont qu'approximatifs, tant sont difficiles de

tels calculs prévisionnels, mais ils permettent de distinguer le possible et l'utopique.

Ils permettent de voir qu'il faudra des apports de fonds considérables pour faire face aux besoins immenses de ces pays, besoins dont le plus fondamental est, sans doute, tout simplement par des millions d'hommes encore de pouvoir manger à leur faim.

Car, aujourd'hui, dans le monde, un homme sur trois a faim. Et ce terrible problème de la faim ne sera pas résolu uniquement par l'envoi de céréales. Il faut que, progressivement, la structure économique et agricole des pays sous-développés leur permette de résoudre eux-mêmes le problème de l'alimentation de leurs populations, sans recourir à l'aide extérieure. Il faut donc créer des structures économiques et techniques pour ces pays et, de ce point de vue, toute l'assistance que l'on a pu apporter jusqu'à présent pêche certainement par une *insuffisance qualitative*.

Il faut, tout d'abord, constater que les effets de l'aide accordée ont souvent été annulés par les fluctuations des cours des matières premières, principale, sinon unique, ressource des pays sous-développés au stade actuel de leur développement.

Il faudrait — et nous y reviendrons plus loin — arriver à conclure *des accords mondiaux de stabilisation* ou de régularisation des cours du café, du sucre, du blé, de l'étain. C'est dans la mesure seulement où l'on pourra faire des plans économiques à terme, sans être soumis à des fluctuations imprévisibles de ces cours, que l'aide conservera son efficacité. Comment agir, en effet si, comme en 1957-1958, le prix des matières premières subit une baisse dont le montant a été évalué à environ 2 milliards de dollars pour l'ensemble des pays sous-développés, soit à peu près le montant de l'aide publique accordée à ces pays au cours de la même période ?

D'autre part, nous avons peu fait dans le *domaine de la formation des cadres*. Sans doute, avons-nous esquissé un effort, mais je voudrais vous citer, à ce sujet, l'avis de M. Paul Hoffman.

Dans le domaine de l'assistance technique, M. Paul Hoffman, président-directeur du Fonds spécial des Nations Unies, évalua à 1 million de personnes le nombre des experts, cadres et techniciens qualifiés qui seraient nécessaires pour engager un développement d'envergure des pays sous-développés. Au regard de ces besoins, les 25.000 boursiers et les quelque 50.000 experts de la coopération technique ne peuvent évidemment combler que les lacunes les plus criantes.

Je voudrais signaler au passage que les pays du Marché Commun fournissent plus de la moitié de cet effort total, où *l'Afrique intervient pour 40 %*.

Nous nous trouvons devant une pénurie inquiétante de main-d'œuvre qualifiée, de cadres de maîtrise, de techniciens, de cadres administratifs.

Il faudrait que, par des méthodes accélérées et appropriées, on crée un premier encadrement économique et social autochtone grâce auquel les pays neufs seraient indépendants, non seulement politiquement, mais également économiquement. Car ce manque de cadres constitue un frein au développement harmonieux de ces pays. A supposer même que soient réunis des capitaux suffisants pour réaliser immédiatement les transformations nécessaires, les pays en voie de développement ne disposeraient pas du minimum d'encadrement technique national indispensable pour mener à bien ces transformations.

Enfin, quelle que soit la forme technique qui caractérise les aides fournies aux pays en voie de développement, il faut bien reconnaître que les conditions dans lesquelles elles sont accordées ont, au moins, autant d'importance que le montant qu'elles atteignent. La façon de donner, dit-on en France, vaut mieux que ce que l'on donne. Trop d'aides ont été subordonnées à des conditions politiques, créant un sentiment de dépendance chez ceux qui recevaient.

Les procédures imposées pour l'octroi des aides ont été trop lourdes et les conditions financières parfois trop rigoureuses. On

peut se demander si les Etats et organismes qui ont mis des fonds à la disposition des pays sous-développés ont toujours suffisamment associé les pays bénéficiaires à la conception et à la gestion de l'aide.

En un mot, l'Occident, l'Europe ont beaucoup fait vis-à-vis des pays du tiers-monde. Mais, nous devons constater que les efforts ne se sont pas toujours développés dans des conditions psychologiques, économiques, humaines qui auraient donné à ces efforts leur pleine valeur et une meilleure efficacité.

Un esprit nouveau et des méthodes nouvelles

Que pouvons-nous faire ? Que peut donc proposer la démocratie d'inspiration chrétienne ?

Je l'ai suggéré en commençant : pour nous, la raison d'une aide au tiers-monde ne peut être simplement la crainte de bouleversements politiques ni le seul souci, pourtant légitime, de la sécurité de l'Occident.

Plus profondément, *la motivation de notre action se situe sur le plan moral, sur le plan humain*. A notre époque, compte tenu de la prise de conscience des réalités du sous-développement économique, le respect de la dignité humaine n'aura de contenu réel que si nous luttons contre la misère du tiers-monde et que si nous mettons en œuvre un type nouveau de relations humaines, politiques et économiques.

Par quels moyens concrets ? Par quelles méthodes efficaces, nous demande-t-on ?

Je voudrais simplement soumettre quelques suggestions que j'articulerai autour de *deux idées centrales* : l'idée de solidarité mondiale et l'idée de solidarité régionale.

La solidarité mondiale d'abord. Cette forme de solidarité doit être le fondement d'une action humaine et généreuse des peuples qui possèdent envers ceux qui n'ont rien. Elle doit aboutir à une première redistribution des revenus : une redistribution au niveau mondial.

Pour être effective, cette solidarité suppose que l'on soustrait, dans toute la mesure du possible, l'aide aux pays en voie de développement au jeu politique mondial où l'Est et l'Ouest s'affrontent. Il faut que les pays que nous voulons aider, ne se sentent plus un *enjeu* entre les deux camps, un pré carré où se mesurerait l'influence respective des pays communistes ou non-communistes, en effet, il existe une coupure du monde : c'est celle qui sépare les économies évoluées et les économies plus jeunes — l'aide économique et technique doit se donner comme premier objectif d'atténuer ces différences.

Pratiquement, je suggérerai la création de *deux organismes*, tous deux à base mondiale, un *office de stabilisation des matières premières* et un *fonds d'aménagement et de développement mondial*.

J'ai dit l'importance d'une stabilisation des prix des matières premières si on veut éviter des chocs violents et des déséquilibres graves dans les pays producteurs. Je me permets d'insister : les pays à économies évoluées doivent accepter de payer régulièrement pour les matières premières un prix assurant une rémunération équitable aux pays producteurs qui sont le plus souvent des pays à économie jeune.

Ce serait le rôle de l'Office d'organiser dans ses agences spécialisées par matières premières et par produits de base, un dialogue constant entre pays producteurs et pays consommateurs, et d'intervenir, le cas échéant, comme arbitre, la mission de l'Office étant, plus encore que de contribuer à réaliser un équilibre entre demandes et offres, de stabiliser et d'accroître les revenus des nations pauvres. L'Office devrait pouvoir disposer de ressources propres, non seulement pour contribuer au financement des stocks, mais encore pour soutenir, voire même pour garantir certains prix, dans le cas où ce soutien ou cette garantie seront jugés indispensables au maintien de l'équilibre écono-

mique et à la réalisation des plans des pays producteurs. De telles formes d'intervention seraient assez comparables aux différentes mesures en faveur de l'aide à l'agriculture instaurées dans un grand nombre de nos pays.

Il ne s'agit là que d'une première application de cette redistribution du revenu mondial que j'évoquais tout à l'heure. Il appartient au Fonds d'Aménagement et de Développement Mondial, qui constitue ma deuxième suggestion, de lui donner des prolongements beaucoup plus vastes.

Le but principal de cette institution est bien précisé par son titre. Le Fonds contribue, en premier lieu, au financement des travaux d'infrastructure qui conditionnent la mise en valeur des richesses des pays sous-développés, que ces travaux intéressent un seul pays ou soient communs à plusieurs Etats désirant exploiter ensemble les richesses qui leur sont communes.

Lié à cette première mission, le deuxième objet du Fonds est de favoriser la recherche économique et technique, dans la perspective d'un développement harmonieux de l'économie de chaque pays à économie jeune.

Enfin, le Fonds fournit aux agences spécialisées de l'Office de stabilisation des prix des matières premières les ressources qui leur sont nécessaires.

Dans ce triple domaine, l'aide du Fonds serait accordée, en règle générale gratuitement, ce qui n'exclut pas des formules très souples adaptées à chaque situation particulière, telles que prêts à longs termes, avec ou sans intérêt. On peut envisager même la participation du Fonds à des sociétés d'économie mixte internationales, pour le financement de projets à buts lucratifs mais qui, par leur nature et leur ampleur, dépassent les possibilités d'un seul pays.

Dans cette hypothèse, la participation du Fonds constituerait une garantie pour les prêteurs et un gage d'impartialité pour les bénéficiaires.

Il n'est pas utile de nous étendre ici sur le fonctionnement de la gestion de ce Fonds. Il nous suffira d'indiquer que leurs modalités devront se conformer à l'esprit des principes qui ont inspiré nos suggestions : pour assurer une redistribution du revenu mondial et la soustraire aux surenchères politiques, pour dissiper les méfiances, il serait souhaitable que les contributions des Etats membres soient fixées, non plus en raison de leur importance politique, mais en fonction du critère de leurs richesses respectives. Il conviendrait, d'autre part, que la gestion associe, sur une base paritaire, les représentants qualifiés du tiers-monde et des pays industrialisés.

La mise en œuvre d'une solidarité mondiale doit être recherchée dans toute la mesure du possible, pour faire face à des besoins immenses, pour résoudre des problèmes qui intéressent l'humanité tout entière. Mais serait-il réaliste d'espérer dans l'immédiat qu'une telle solidarité puisse se développer sur une grande échelle et à l'abri des luttes idéologiques et des conflits politiques ? Il est d'ailleurs raisonnable de tenir compte des liens historiques, des relations humaines et économiques — communauté de langue et de culture, habitude de travail en commun — qui ont créé des solidarités régionales. Sur ce plan, et dans tous les domaines, des efforts substantiels ont déjà été réalisés, nous l'avons rappelé au début de cette introduction, efforts qu'il convient de continuer et de développer et d'améliorer.

Cette *aide régionale* constitue à la fois une étape vers une solidarité mondiale, à laquelle elle peut d'ailleurs frayer la voie, et son complément indispensable. D'abord, pour financer les investissements qui relèvent de l'économie de marché et requièrent une parfaite connaissance du milieu et des hommes. Ensuite, à défaut d'un accord mondial, pour obtenir la régularisation des cours de certaines matières premières, notamment des produits tropicaux. Je reprendrai volontiers à mon compte sur ce point l'idée chère à mon collègue, M. Lemaignan, d'un

accord unissant le Marché Commun, premier importateur mondial de matières premières, et les producteurs des pays africains qui lui sont associés, accord qui pourrait être étendu à d'autres pays européens et aux pays de l'Afrique anglaise.

Enfin et surtout, la solidarité régionale doit s'attacher, sur une vaste échelle, à apporter des solutions nouvelles au problème, à nos yeux fondamental, de la formation des cadres et de la promotion humaine.

Je voudrais maintenant insister sur le dernier aspect de la question.

Même si leurs principes ne portaient pas les démocrates chrétiens à s'intéresser, au premier chef, aux aspects humains du développement, les récentes expériences — spécialement en Afrique noire — nous inciteraient à donner une sorte de prééminence aux problèmes de la formation humaine.

L'équilibre d'une société suppose l'existence — à tous les niveaux — de cadres sans lesquels le progrès social, politique et économique reste illusoire.

Je ne songe pas uniquement d'ailleurs aux techniciens et aux universitaires. Je songe aussi aux hommes qui doivent assumer des responsabilités dans le domaine politique, dans le domaine administratif, dans le domaine de la vie sociale et de l'éducation. Au moment où leur pays accède à l'indépendance, ces hommes sont placés devant des responsabilités écrasantes, dans des situations nouvelles et difficiles.

A ces hommes, il faut pouvoir donner une formation pratique accélérée, axée sur l'exercice des fonctions qu'ils sont appelés à remplir. Les syndicats ont fait, à cet égard, des expériences dont il y aurait lieu de s'inspirer.

La démocratie chrétienne ne devrait-elle pas prendre l'initiative de la création d'une université populaire, ouverte à tous ceux qui — sans avoir pu bénéficier d'une formation universitaire supérieure — manifestent des qualités intellectuelles et morales qui les prédisposent à assumer des responsabilités dans la cité ?

Ces hommes, ils existent en Afrique, en Asie, en Amérique latine et aussi en Europe. Je veux croire qu'une telle université populaire n'aurait pas seulement des résultats dans le domaine de la formation technique. En s'y cotoyant, en coopérant, ces jeunes cadres créeraient les conditions d'un nouveau type de relations humaines entre l'Occident et le tiers-monde, sans lequel les meilleures solutions techniques resteraient stériles.

La situation que j'ai décrite, et qui s'est récemment aggravée, politiquement dangereuse, est humainement intolérable.

Notre premier devoir est de rendre l'opinion occidentale de plus en plus consciente de ce problème et de ses exigences, d'animer une vaste action d'information et d'éducation des masses européennes, qui les prépare aux initiatives et aux efforts nécessaires.

Une mystique communautaire, d'inspiration chrétienne, traduisant en solidarité concrète nos principes de justice et de liberté serait, je crois, le meilleur levain de cette immense entreprise de solidarité mondiale. Le moment est venu de mobiliser nos moyens, nos volontés, nos dévouements pour l'affronter, sans préjugés ni esprit de système, avec le seul souci d'obtenir, le plus vite possible, des résultats pratiques, une amélioration des conditions de vie des peuples pauvres, fût-elle modeste au départ.

Pareille tâche requiert de notre part un effort de réflexion sur nos propres conceptions.

Elle nous amènera à mieux comprendre que nos devoirs à l'égard des autres sont d'abord des devoirs à l'égard de nous-mêmes. Pour assumer pleinement nos responsabilités, nous devons, en premier lieu, maintenir nos économies en expansion et conjuguer toujours plus étroitement nos ressources et nos efforts, dont l'unification européenne multipliera l'efficacité. L'Europe a le devoir de s'unir pour être utile au monde.

Roger REYNAUD.

L'incantation

nos écrivains les plus pompeusement ennuyeux, de l'abbé Dellile à Lecomte de Lisle ou à Hérédia, nous est venu ce vrai poète tropical, dans la voix de qui chante toujours un peu l'accent créole. Alexis Saint-Léger est né à Saint-Léger-les-Feuilles, petite île de propriété privée aux abords de la Guadeloupe, d'une très vieille lignée coloniale. La nature tropicale devait pénétrer toute son œuvre.

Curieuse éducation et qu'on croirait tirée d'un roman ; un vieil officier de marine et un prélat historien sont ses maîtres. L'enfant grandit en dehors des normes de nos écoles primaires. Doit-il son génie à leur avoir échappé ? Il poursuit ses études en France. Entré dans la carrière diplomatique en 1914, son premier poste le mène en Chine pendant cinq ans. Il en rapportera, de cette Chine, où sans doute il médita *Connaissance de l'Est*, le merveilleux poème d'*Anabase*. Ses congés, il ne les passe pas en France, mais en de lointaines chevauchées à travers le désert de Gobi, préparant au fond de sa conscience les plus belles images de *Vents*. Il renouvelle son inspiration créole en Polynésie. Mais le temps des poèmes est passé. Il n'en parle plus qu'avec discrétion. Depuis 1921, Briand l'a pris pour collaborateur, exactement depuis la conférence de Washington où, en bateau sur le « Potomac », ces deux grands esprits se sont mutuellement séduits. En 1925, il devient Directeur de Cabinet en même temps que Directeur d'Asie, puis directeur des Affaires politiques. Enfin, le voici Secrétaire général des Affaires étrangères jusqu'à l'exil de 1940, aux Etats-Unis, où pour leur honneur les Américains lui accordent un poste, d'ailleurs modeste, à leur Bibliothèque Nationale. Il y apprend les mesures dont le frappe avec sa bêtise congénitale, le Gouvernement de Vichy : dénationalisation, confiscation de ses biens, radiation de la Légion d'honneur. C'est de quatre pattes que les ânes peuvent donner des coups. Les Croix de Feu et les Jeunesses Patriotes ont cru se venger...

Les Ligues n'ont fait que redonner un poète à la France. Alexis Léger redevient Saint-John Perse. Il se tient à l'écart de l'émigration et de ses intrigues. Il ne se commet pas avec les Torrès ou les Passy. Ses loisirs, dans une petite maison sur une longue plage de l'Atlantique, il les consacre à la poésie retrouvée. De cette méditation devant la mer naissent *Vents*, *Neiges*, *Pluies*. D'auteur demi-clandestin, il devient célèbre. Albert Béguin, dans un numéro des *Cahiers du Rhône* le révèle au public franc, les *Cahiers du Sud* aussi. Sa seconde vie de poète est commencée. Elle nous vaudra, jusqu'à ces derniers jours avec *Chronique*, une des plus belles œuvres de notre langue.

Comment dire cette incantation ? La poésie de Saint-John Perse est *magique*, non pas au sens dévalué de ce terme, mais au sens propre : incantation à l'extrême

« Grand âge, nous voici et nos pas d'hommes vers l'issue. »

IL fut un temps où le Quai d'Orsay nous donnait non seulement des diplomates, mais nos meilleurs écrivains : Claudel, Giraudoux, Saint-John Perse. Ce temps n'est plus. De Barrère, nous sommes tombés en Ostrorog, et de Claudel en Peyrefitte. Des diplomates, Alexis Léger fut le dernier. Les Allemands, mettant à sac sa villa parisienne de l'avenue Camoëns, laissèrent en évidence une pancarte le traitant de « dernier défenseur de la dernière victoire française ». Cette ironie vaut une citation.

L'Europe aurait pu sauver la paix, et la France ne serait pas sortie amoindrie d'une nouvelle guerre dont la victoire ne lui appartient pas. Aristide Briand l'avait compris et Léger fut son auxiliaire. « La droite la plus stupide du monde » les arrêta, précipitant la France et l'Europe de l'aventure hitlérienne au Pacte à Quatre prélude au Pacte d'Acier. L'histoire se répète sans se renouveler. La voix de ce vivant posthume, Alexis Léger, devrait encore être entendue. Une réaction qui ne dit pas son nom, sous les lambris de quelques-uns de nos palais officiels, réédite les fautes des Tardieu et des Daudet. Lisons-nous le *Mémoire* du 1^{er} mai 1930 sur l'organisation d'un régime d'union fédérale européenne, avec le même sentiment d'amertume ? Le Prix Nobel de littérature de Saint-John Perse correspond au trentenaire du mémorandum rédigé par Alexis Léger, Ambassadeur de France et Secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères. Seul, dans la presse, ou presque, « Forces Nouvelles » a relevé cette coïncidence. Nous-mêmes, au seuil de ces quelques réflexions sur le poète, n'oublions pas que Saint-John Perse est aussi Alexis Léger.

Dans sa vie, le poète et l'homme d'Etat s'enchevêtrèrent, si je puis dire. L'enfance fut d'un poète, cette enfance parmi les grandes servantes luisantes qu'il a chantées dans « Eloges ». Des « Isles » qui nous donnèrent

de Saint-John Perse

d'une méditation intérieure où à force de pleine lumière les vérités se font mystère.

Oui, magie. Est-il indifférent cet épisode de son enfance ? Un jour, une servante hindoue, prêtresse de Shiva, le saupoudre d'or et le mène en secret aux rites initiatiques de son culte, parmi les Indiens de la plantation. On a pu comparer — je crois que c'est André Breton — cette poésie au Yoga. Elle est ascèse. Dans un effort de méditation inouïe, Saint-John Perse élabore à coups d'âme une nouvelle création.

Œuvre *originale*. L'échec de Mallarmé est compensé. La poésie atteint les cimes réservées alors à la musique et à certaine peinture (je pense à Giorgione et au Tintoret). Le langage est enfin rénové. Sans doute peut-on trouver des précurseurs, de Beaudelaire à Claudel en passant par Rimbaud et Lautréamont. Roger Caillois lui trouve une source plus inattendue : Henri IV. De fait, une phrase d'une lettre à la Comtesse de Guindre sonne du même timbre qu'un verset de Saint-John Perse : « Des canaux pour aller chercher le bois par bateau, l'eau claire, peu courante ; les canaux de toutes largeurs, les bateaux de toutes grandeurs... Tant de sortes d'oiseaux qui chantent, de toute sorte ceux de mer. Je vous en envoie des plumes... C'est un lieu de grand trafic et tout par bateaux. La terre très pleine de blés et très beaux... ». Le rythme et la scansion sont les mêmes. Sans doute ne devons-nous voir là que rencontre. Mais le Béarnais était un grand écrivain.

L'investigation spirituelle de Saint-John Perse s'organise autour de quelques thèmes. Ils reviennent d'œuvre en œuvre et s'entrelacent. *L'Enfance*, d'abord, cette enfance moirée des îles dont il garde la nostalgie : « le vert paradis des amours enfantines », un peu troubles quand il respire l'odeur des servantes de race. Ce thème se mêle à celui du *prince*. Tout au moins, il le précède et le provoque. Saint-John Perse tient de son enfance de se sentir un prince, de sa royale enfance au domaine un peu féérique de Saint-Léger. La *mer* : il a parcouru tous les océans, longé tous les rivages. Avec des coraux, des coquillages et des rostres, il compose dans *Amers*, mais aussi dans toutes ses œuvres, une louange de la mer. Une mer qui exalte tous ses sentiments. Le *vent* et la *pluie* ou la *neige*, le vent surtout tel qu'il l'a hanté sur les plateaux d'Asie centrale, ces terres qu'on sent à travers lui « si pauvres qu'elles ont une âme ». Avec *Chronique*, ces thèmes se composent et en même temps s'apaisent dans ce monologue de la maturité, lumineux de la lumière du soir.

L'image est le premier instrument de Saint-John Perse. Elle introduit dans le discours une sorte de logique nouvelle, assez déconcertante pour quiconque ne sait céder à leur incantation. Il faut que l'esprit accepte de se laisser porter par ces images qui s'engendrent les unes les autres, sans qu'une pensée extérieure leur soit un

lien. Pourtant toutes concourent à l'expression d'une très haute réflexion. Elles la traduisent et la chantent plus qu'elles ne la disent.

Son second moyen est la *scansion*. Du français, langue plate, Saint-John Perse tire des nombres aussi précis et détachés que ceux des langues accentuées. La prosodie classique est pauvre et facile à côté de la sienne. Toutes les ressources de la rime, de l'assurance et de l'allitération se combinent en un jeu si serré qu'on a pu dire que tout rime à l'intérieur de sa phrase. Aucun mot qui d'une façon ou d'une autre ne soit la résonnance du précédent, ne le répercute pour rejaillir sur le suivant :

*Ah ! toute chose vaine au van de la mémoire,
Ah ! toute chose insane aux sifflés de l'exil ;
Le pur nautile des eaux libres,
Le pur mobile de nos songes,*

cite à l'appui Roger Caillois qui, le premier, a discerné ce subtil secret. Cette espèce de retour du rythme donne relief à certaines syllabes dont il fait des syllabes toniques. Une nouvelle prosodie, celle que chantaient au XVI^e siècle Antoine de Baïf et Blaise de Vigenère, est inventée. Citons encore :

*Et mon visage encore est dans le vent. Avec l'avidité de sa
flamme, avec le rouge de son vin !... Qu'on se lève avec la
plénitude de notre dû...*

Oserons-nous dire : une symphonie en « v » majeur et en « f » que viennent soutenir les « d » et les « a » — la pourpre des « a » soulevée au souffle des « v ».

Troisième moyen : le *mot*. Saint-John Perse est de la plus grande audace dans leur choix. Le premier sans doute, il a introduit dans la poésie « nylon » ou « bauxite », leur conférant, dans le tissu de l'allitération et l'inattendu de l'image, un éclat de gemme, comme ces cabochons de verre si vulgaires qui pourtant rutilent dès lors qu'ils sont insérés dans les châsses.

Nous l'avons déjà dit : dans la science musicale du langage, Saint-John Perse compense l'échec de Mallarmé. Lui, enfin, a su donner un sens plus pur aux mots de la tribu.

Mais sans doute son plus haut moyen, au-delà des ressources verbales, est-il son *âme*. Elle est le meilleur ouvrier de ces poèmes qui sont d'abord une aventure spirituelle, une quête du Saint-Graal. En Alexis Léger, tout est noble et comme Saint-John Perse, il s'exprime dans ce dernier verset de *Chronique* :

Grand âge, nous voici : Prenez mesure du cœur d'homme.

Georges LE BRUN-KERIS.

L'ÉTOUFFE-CHRÉTIEN ET LA LOGEUSE

LA cuisine de Félicien Marceau est cette fois bien mauvaise. On le dit à regret, mais on ne peut pas ne pas le dire.

Dieu sait pourtant que l'auteur bénéficiait d'un préjugé favorable ! A la fin de la représentation, le public était consterné plus encore que mécontent.

Comment l'auteur de *l'Œuf* et de *La Bonne Soupe* en est-il arrivé à un échec aussi peu honorable ?

L'Étouffe-chrétien, c'est Néron. L'auteur nous dit avoir suivi fidèlement les historiens et n'avoir rien ajouté aux folies de cet empereur. Serait-ce que le poète a raison et que « le vrai peut quelquefois n'être pas vraisemblable » ?

Peut-être en effet ce Néron est-il le vrai Néron, vulgaire, cabotin, souffrant de l'immensité même de son pouvoir. C'est possible. C'est même probable. Mais cela ne nous amuse pas. Sommes-nous donc trop peu affranchis de nos livres d'histoire et de notre Racine ? Trop choqués que l'on ose toucher à nos classiques ? Je me le suis demandé, mais je ne le crois pas. Devant une bonne pièce, on ne se pose pas tant de questions. Et rien n'excuse la vulgarité des répliques, même pas leur authenticité.

Les interprètes font ce qu'ils peuvent, les pauvres. Francis Blanche se démène avec conscience, réussit même parfois, pendant une courte scène, à nous émouvoir par le côté « enfant perdu » qu'il prête à Néron. Alfred Adam joue très bien le rôle le plus facile, celui du ministre dépassé par les événements, le seul humain, le seul petitement lâche. Quant à Arletty, elle est devenue une sorte d'impératrice byzantine, hiératique, pétrifiée et fort mal à l'aise. Comme nous la comprenons ! Faisons à cette excellente actrice l'honneur de ne pas la juger sur ce rôle.

Audiberti, par contre, nous donne cette année une œuvre

supérieure à *L'Effet Glapion* dont l'argument était tout de même un peu mince.

La Logeuse étend son empire sur tous les hommes de son entourage et les tyrannise — on finira par l'interner — mais ils se rendront compte alors que quelque chose leur manque et accueilleront son retour avec une satisfaction qu'ils essaient en vain de se dissimuler car les hommes aiment subir la tyrannie presque autant que l'exercer...

La verve et l'invention féconde de l'auteur, son sens aigu du ridicule se donnent libre cours. Les scènes cocasses abondent. Les rebondissements nous prennent au dépourvu. Si l'on peut reprocher quelque chose à l'auteur, c'est plutôt un excès de facilité. Il ne sait pas élaguer, retrancher. Son œuvre procède d'une sorte de baroque moderne où se côtoient toutes les recettes des âges précédents accomodées d'une façon un peu surréaliste. Cela fait un ensemble parfois un peu déconcertant, mais qui reflète une étonnante et sympathique jeunesse d'esprit. Je crois que le théâtre d'Audiberti nous séduit parce qu'il est à l'image de notre monde où les genres ne sont plus séparés, où drame et comédie se côtoient, où les grands sentiments existent mais se cachent, où les apparences sont plus trompeuses que jamais, où tout est toujours et très vite remis en question.

L'interprétation est excellente et très homogène. Lila Kedrova est une logeuse d'une grande autorité. René Dary nous revient, non plus en jeune premier mais avec un métier et une gentillesse qui nous font souhaiter le revoir souvent. Jacques Duby, toujours fantaisiste, joue à merveille l'hébéte astucieux. Il faudrait citer tous les acteurs pour ne pas être injuste.

C'est un bon spectacle, à voir sans se laisser déconcerter par un côté quelque peu farfelu.

Françoise BASCOUL-GAUTHIER.

Une sorte de baroque moderne.

CRÉBUS

premier film de Jean Giono

EN gardant ses moutons sur les plateaux rocaillieux de la Haute-Provence, Jules, berger pauvre, fruste et malicieux, découvre un « container » bourré de billets de banque. Des dizaines de millions abandonnés par les Allemands.

La possession d'une somme si considérable laisse Jules, après quelques journées d'euphorie, hésitant, désemparé, mécontent. Que faire d'un tel magot qui se révèle très encombrant et qui dérange les habitudes de pensée et de vie ? Pas un instant l'idée de partir vers des horizons plus doux et de s'installer dans le confort et le luxe n'effleure notre nouveau Crésus. Au contraire, Jules décide de se débarrasser des perplexités et des inquiétudes que lui cause tout cet argent en le distribuant à ses voisins. Chaque matin, il passe dans le hameau et répartit des liasses de billets de cinq mille entre les habitants étonnés, puis gênés. Au lieu d'apporter le bonheur, la sécurité, la satisfaction, cette richesse inattendue crée finalement le malaise, le désarroi, l'hostilité. Les bénéficiaires des largesses du berger se sentent humiliés et ne veulent pas d'une fortune qui leur est donnée sans raison. Nous sommes près du drame qui sera évité par l'intervention des policiers venus récupérer le trésor, masse de faux billets fabriqués par les Allemands pour saboter l'économie française...

Écrit et réalisé par Jean Giono, le film est intéressant mais maladroît. Il a un accent personnel, un ton qui n'est malheureusement pas tout à fait le ton de Giono écrivain.

Quelques séquences sont admirables : la scène du banquet constitue un véritable chef-d'œuvre dont le réalisme puissant et baroque atteint au fantastique et à l'insolite.

Giono a su camper de vrais paysans et bien les typer, des paysans qui se jaloussent, se détestent, s'épient mais qui sont unis et proches par une complicité profonde avec la terre, les pierres, le silence qui les entourent. Voilà qui nous change des paysans de convention dont les silhouettes faciles abondent dans le cinéma « bien de chez nous ».

La Provence de *Crésus* n'est pas celle des touristes pressés amateurs de pittoresque standard, c'est une Provence âpre, montagnaise, misérable, rude, une Provence qui étend ses immensités désertes, sèches et ventées sous une lumière froide, une Provence de la solitude où la nature n'est pas bienveillante à l'homme qui peine pour subsister modestement, une Provence méconnue qui possède une grandeur sauvage et un charme secret.

A cause des faiblesses et de la minceur du scénario, à cause d'une tendance à schématiser les caractères, à cause du manque d'épisodes qui feraient utilement rebondir l'intérêt d'une action trop languissante, Giono, cinéaste, a en partie raté son premier film, mais il nous a donné de la Haute-Provence, de ses paysages, de ses paysans, des images belles, fortes et justes. Les dialogues ne sont pas indignes

Comique et humain.

du vocabulaire somptueux et sobre auquel Giono nous a accoutumés. L'interprétation n'appelle aucune réserve. Fernandel est très à l'aise dans le rôle comique et humain de Jules, un rôle taillé à sa mesure. Marcelle Ranson est excellente dans le personnage savoureux de Fine, la maîtresse de Jules.

Crésus n'ajoute rien à la gloire du romancier de *Batailles dans la Montagne*, de *Que ma joie demeure*, du *Moulin de Pologne*. S'essayant au métier d'auteur de films, Giono a cherché des risques, il n'a pas, cette fois-ci gagné la partie, car sa réalisation ne possède ni la densité, ni la vigueur, ni la richesse d'invention et de style de son œuvre littéraire. Cet étonnant conteur d'histoires a eu le tort de ne pas faire confiance à son imagination et de choisir un genre de fable philosophique, car c'est bien cela qu'est en définitive *Crésus*.

Il reste à souhaiter que Jean Giono ne demeure pas sur ce demi-échec, qu'il réussisse à transposer à l'écran ses dons prodigieux de prosateur et de poète et qu'il nous offre prochainement la joie d'applaudir un équivalent cinématographique de ses livres intelligents, graves et chaleureux.

Henri BOURBON.

La gauche coupable

de Jean David.

DU sein de la *petite gauche*, c'est-à-dire de cet ensemble de milieux plus intellectuels que populaires, plus parisiens que provinciaux, plus moralisants que politiques qui ne parviennent pas à se situer quelque part entre le communisme et la social-démocratie, vient de jaillir un cri : ce cri, c'est le petit livre de Jean David (1).

Le diagnostic est sévère : « *Je ne dirai pas que la gauche n'est rien. Elle existe, elle intéresse les bons esprits, même si elle n'écarte jamais d'une poitrine le canon d'une mitrailleuse. Je ne dirai pas qu'elle est moins que rien. Je dirai qu'elle est pire que rien* ». Seul l'amour déçu peut inspirer une telle dureté.

Selon Jean David, la culpabilité de la petite gauche réside dans son impuissance. Elle est une communauté de lecture, elle est *sorbonnarde* ; elle est une succession de gestes intellectuels et moraux. Mais elle n'est en rien la *politique* de la justice et de la vérité qu'elle prétend être.

Pour notre pamphlétaire, la petite gauche est devenu un alibi dont les intellectuels usent et abusent : « Oui, l'action de la gauche sur les beaux ou les bons esprits, lorsqu'elle prend le tour séduisant, me paraît une des formes les plus méprisables du confort intellectuel. L'intellectuel, en effet, se trouve vis-à-vis de lui-même et des cercles qui l'entourent, dans la position de l'homme « qui a raison, hélas ! » et c'est ce qui fait le succès, renforcé du jeu ridicule des saisies des hebdomadaires par lesquels la gauche communique avec elle-même. C'est ce qui fait aussi l'absence de signification politique de ce succès ».

Fascinée par le marxisme, sans l'avoir compris dans sa vérité et son aliénation en tant que doctrine incarnée, fascinée aussi par de Gaulle, mais résistant mieux à la seconde fascination qu'à la première, la petite gauche, quand elle sait ce qu'elle veut, ne fait pas ce qu'il faudrait pour réaliser son vouloir. Aussi en est-elle réduite à manifester ses non-vouloirs successifs.

Je ne sais si Jean David a raison de dire que ce qui manque à la petite gauche, c'est une « culture ouvrière », je ne

sais si son appel pour un retour aux sources sera entendu de ceux qu'il concerne, si même il peut l'être et s'il a quelque chance d'efficacité. Ce que je sais, c'est que ce que l'on appelle la gauche a été porteur des grandes espérances politiques de l'homme et que c'est une grande misère qu'elle soit réduite à la situation décrite par David.

Aujourd'hui, il n'y a plus, en France, comme au XIX^e siècle, un parti de l'ordre et un parti du mouvement. Ce serait d'ailleurs trop simple, s'il en était ainsi.

En fait, il y a, au sens large et profond du terme, trois partis : celui de l'archaïsme, de l'immobilisme et du nationalisme qui n'a plus qualité pour représenter l'ordre, celui du totalitarisme messianique qui a perverti l'idéal socialiste et la cause ouvrière et celui qui, entre les deux, se cherche non sans contradictions internes et difficultés d'être.

N'est-ce pas cette tripartition qui, en se substituant au dualisme à tendances manichéennes du siècle dernier, a rendu la gauche non point coupable, comme le croit Jean David, qu'introuvable et, *stricto sensu*, irréalisable ?

Pourquoi après la faillite du nationalisme, du progressisme et, d'une manière générale, des mystiques nées au temps de l'affaire Dreyfus et mortes au temps des empires totalitaires et des technocraties omnipotentes, pourquoi ne pas tenter d'échapper aux moralismes apocalyptiques en donnant vie au *Tiers-Parti*, au parti des politiques, « non dénué d'une droite » et d'une gauche, mais cherchant à faire s'accomplir le progrès possible dans l'ordre possible ?

Il y a dans le pamphlet de Jean David des tendresses et des cruautés vis-à-vis de la petite gauche qui font penser à Péguy. Et précisément le problème n'est-il pas aujourd'hui de chercher à établir entre la morale et la politique d'autres liens que ceux que la gauche a figés dans ses idéologies ?

Entre le nationalisme et le communisme qui sont deux manières idéologiques de concevoir et de vivre la politique, c'est-à-dire deux manières de sacrifier le temporel, le *Tiers-Parti* aura à inventer une nouvelle relation de la morale à la politique. Au désespoir de Jean David, pourquoi ne pas répondre en disant que les exigences de vérité et de justice qui ont fait la gauche, doivent être assumées dans une expérience politique nouvelle qui

pourrait être moderne et désidéologisée sans pour autant cesser d'être inspirée ?

La gauche, dans ce qu'elle a de valable, n'est pas en train de mourir. Elle change seulement de peau. Pourquoi ne pas s'en réjouir ?

Pierre FOUGEYROLLAS.

Dieu et son Juif

de François Fejto

AUN moment où la littérature souffre d'un excès de littérature, où la conviction est plus rare encore que le talent, et où trop d'écrivains, même et surtout ceux qui se veulent engagés ont l'air de jouer un personnage, voici un essai qui est tout de passion dans le grand et beau sens du mot, et où cette passion se fait pensée à force de tension laborieuse et douloureuse. N'est-ce pas, au-delà de tout style, le style qui convient lorsqu'il s'agit de traiter comme le fait François Fejto de cette passion de Dieu dans laquelle il voit, faut-il dire le destin ou la destinée du peuple juif ? Rien dans cet essai qui ressemble à une thèse ou à une théorie sur le judaïsme comme vision du monde, ni même à une psychanalyse qui s'essaierait à violer par ruse les secrets de l'âme juive ; l'auteur assume par l'intérieur la manière unique, provocante, scandaleuse avec laquelle depuis les origines Israël n'a cessé d'exister dans l'histoire des hommes, il reste au-delà de la plus poignante des interrogations sans chercher à la dénouer et d'un coup, à force de pathétique existentiel, il renvoie à la banalité aussi bien les violences antisémites que l'anti-antisémitisme rationaliste, humaniste, laïque. Vides d'arrangement, de tricherie, de complaisance, ces pages de feu sont faites pour intolérablement brûler.

Le Dieu qui est l'unique s'est choisi un peuple unique. Un peuple qui ne ressemble à aucun autre peuple a inventé le Dieu du genre humain et l'a imposé bon gré mal gré à tous les hommes. Deux langages différents, irréconciliables mais qui disent au fond le même paradoxe : rencontré comme on se heurte au rocher qui barre la route ou fabriqué avec rien dans le désert par le plus singulièrement solitaire des génies, l'absolu, par l'intermédiaire du Juif, a fait irruption parmi les hommes. Et dès lors, le Dieu des religions et des philosophies issues

(1) Jean David. *La gauche coupable*. Ed. du Seuil.

d'Israël ne pourra pas habiter le ciel poétiquement incertain de l'idéal, il sera un Dieu juif avec ce que ce mot implique de raideur éprouvante, de rigueur jalouse, d'énigme insondable. Le Juif, traditionaliste ou révolutionnaire, religieux ou athée portera toujours en son cœur, après comme avant le Christ, la marque cruellement ineffaçable de ce Dieu et il connaîtra sous les formes les plus imprévues le même tourment, cette impossibilité dans laquelle il a été mis aussi bien de rejeter l'absolu que de s'accommoder de son exigence et de son existence. Ainsi un Spinoza, un Marx, un Freud, même acharnés contre le fantôme du Dieu père tyran, voleur des énergies humaines témoignent aussi à leur façon de cette passion orageuse, où la guerre à l'amour se joint qui toujours a rivés ensemble comme des compagnons de chaîne « Dieu et son Juif » (1) : Juifs infidèles, trop fidèles.

Ce raccourci sommaire ne peut donner qu'une idée approximative d'une méditation effervescente, parfois forcenée, faite d'éclats et d'éclairs et qui défie le résumé et le commentaire. Non pas pour apaiser ce qui doit rester inapaisable, mais pour tenter un autre chemin (parallèle ? convergent à l'infini ?) on esquissera d'un mot ce que pourrait être une réflexion chrétienne sur le mystère d'Israël. L'humanité par toutes ses pesanteurs sociales, charnelles est naturellement polythéiste. Les dieux toujours en train de mourir dorment mal dans le linceul de pourpre du vieux Renan et sont toujours en train de renaître même dans les sociétés qui se croient les plus positives et les plus rationalistes. Or le prophétisme d'Israël est une déclaration de guerre inexpiable à tous les polythéismes ou si l'on veut à l'éternel paganisme. Aussi chaque fois que le paganisme (et même sous des formes pseudo-chrétiennes) a repris possession d'une civilisation il s'est fait antisémite et massacreur de Juifs. Et le Juif croyant ou incroyant a toujours mené la guerre aux dieux comme on le voit chez Spinoza ou Marx qui veulent au fond interdire à l'humanité de rêver paresseusement, poétiquement dans la familiarité des dieux. Si bien que ces terribles iconoclastes ne cessent de confesser Dieu. Mais alors Dieu met l'homme en question et l'homme met Dieu en question. Tel est l'aigre fer-

(1) François Fejtö : *Dieu et son Juif*. Grasset, 199 p., 8,10 NF.

ment que représente, jeté dans la pâte humaine, la vocation d'Israël. Le polythéisme humanise Dieu et fait que l'homme se contente de l'humain. Le Juif sait un plus grand secret qui est que l'homme peut n'être pas humain, que Dieu lui-même, pourrait tant le mal dévaste le monde, n'être pas humain. Interrogation sans réponse. A moins que, merveille inouïe, Dieu puisse être humain dans et par le Christ des Évangiles.

Etienne BORNE.

Les moyens de la grandeur

CE petit livre (1) a d'abord le mérite de ramener l'attention sur l'importance des questions économiques. Une politique de grandeur court à l'échec si elle n'est pas aussi une grande politique économique. Vérité peut-être très banale, mais toujours bonne à rappeler. A-t-on suffisamment noté que, ni au stade des travaux préparatoires menés par le Gouvernement, ni jusqu'ici dans les discussions au Parlement, les problèmes économiques (et non seulement financiers) posés par la réalisation d'une force de frappe n'ont fait l'objet d'un examen sérieux ?

Les sept hauts fonctionnaires et chefs d'entreprise, qui se couvrent du nom d'auteur fictif de Layssette entreprennent de définir les conditions d'une expansion dans la stabilité, objectif commun à la IV^e et à la V^e République lesquelles, malgré l'utilisation de méthodes différentes, se sont également révélées impuissantes à l'atteindre.

Certes, comme il arrive à la lecture du rapport Rueff-Armand sur les obstacles à l'expansion, la première impression est celle d'une juxtaposition de recettes, les unes très générales, les autres de détail, sans que la cohérence et les proportions des pièces de l'édifice apparaissent nettement.

Un examen plus approfondi met toutefois en lumière l'idée maîtresse de l'ouvrage : la nécessité d'une planification réelle de l'activité économique.

Même si les conséquences pratiques qui en sont tirées n'ont pas toujours le mérite de l'originalité, du moins faut-il se féliciter de voir se répandre la bonne doctrine. Il est exact que le

vieux principe de l'annualité du budget n'est plus compatible avec l'adoption de programmes d'action économique pluri-annuels. Au reste, sur un plan strictement financier, H. Layssette aurait pu ajouter que la réalisation d'économies sérieuses, comme l'efficacité du contrôle budgétaire, se conçoivent de plus en plus difficilement aujourd'hui en dehors de l'élaboration d'une politique budgétaire à long terme.

De même, il n'est plus admissible que soient définies de manière autonome une politique fiscale, une politique des prix ou une politique du crédit et de la monnaie. Les unes et les autres ne doivent constituer que les aspects de la politique économique d'ensemble. La réalisation de ce souhait implique sans doute la destruction de puissantes bastilles, mais de telles idées ont fait leur chemin jusqu'en Grande-Bretagne, où le rapport Radcliffe n'a pas hésité à préconiser récemment une plus stricte subordination de la Banque d'Angleterre au Gouvernement.

Non sans véhémence, les auteurs tiennent à rappeler également que la planification implique la disparition de ce type de « hauts fonctionnaires trop actifs, tout-puissants dans leurs fiefs ». La solidarité des grands corps, qui tisse des liens si puissants entre l'administration et le monde des affaires, constitue un obstacle. Il faut abattre les corps trop restreints et donc trop unis.

De telles prises de position sont courageuses, mais la portée des conseils donnés dans ce livre risque d'être singulièrement limitée par le caractère superficiel de certaines analyses.

Les indications relatives à l'orientation des revenus et des prix, par exemple, ou au freinage nécessaire de la consommation privée, demeurent trop sommaires et parfois contradictoires. La critique des méthodes françaises de planification dépasse son but et méconnaît entièrement les remarquables progrès accomplis au cours de ces dernières années en liaison avec le développement des techniques de comptabilité nationale. Enfin, sur la base d'une analyse économiquement inexacte de l'aide aux pays sous-développés, les auteurs se rallient à un « cartiérisme » sans nuances qui n'est pas l'une des moindres faiblesses de leur programme.

Pierre DECAMPS.

(1) Hubert Layssette : *Les Moyens de la grandeur*. Ed. Pion.

Un piège sans fin

roman d'Olympe Bhêly-Quenum

OLYMPE QUENUM est un jeune auteur catholique africain. Né à Ouidah au Dahomey, arrivé en France en 1948, il est actuellement professeur de français dans un lycée de la région parisienne. Avec son premier roman, « Un piège sans fin », qui est l'histoire du jeune paysan Ahounna, nous voici transportés sur la terre africaine, rongée par le soleil, tourmentée par les intempéries, accablante pour l'homme, dont la vie, comme soudée à la terre, suit le rythme des cultures, mais aussi des calamités naturelles qui s'abattent brusquement : après la mort brutale d'une partie du troupeau, voici une invasion de criquets : « Les criquets ! Les criquets !... Le ciel s'assombrit brusquement et s'abattit tout à coup sur la terre. Ma mère se démenait, sans savoir exactement que faire ni où aller. Mon père, les bras levés en signe de détresse, avec son boubou flottant au vent, courait partout, criait, invoquait Allah... »

Mais il y a aussi les joies simples et pures révélées par le contact de la nature et le spectacle des verts pâturages de la rivière Kiniba, qui incitent certains jours à prendre la flûte et à jouer jusqu'à l'extase. En de tels jours « je me suis senti éperdument heureux sans aucun objet, mais peut-être était-ce parce que j'inondais l'es-

pace des chants de mon cœur. Que ne suis-je mort à cet instant-là ! » A quoi sert en effet cette vie, où alternent, comme sans raison, les joies et les soucis de la terre ? « La réverbération bougeait devant moi tel un lac aérien qui s'évaporait. Comme une prémonition, je voyais dans ce phénomène atmosphérique le sens même de ma vie : un rien qui s'anime dans l'espace et le temps dès qu'il fait chaud, et qui doit, ridiculement, disparaître dans le néant sans que personne s'en soucie. » Et « puisqu'il faut vivre malgré tout », le fatalisme musulman offre un moyen : « le mieux est de prendre telle qu'elle se présente à chacun de nous cette vaste absurdité qu'est la vie ». Alors s'élève le chant joyeux des vertes années :

*Je suis la nasse restée inutilement dans
[la rivière...
Se fâche-t-elle de n'avoir capturé au-
[cun poisson ?...
Je suis l'éléphant qui ne se soucie
pas des bestioles.*

Mais brutalement la discorde surgit au foyer, et ainsi disparaît ce qui était une raison de vivre, où ce qui peut-être n'en était que l'illusion, écran factice cachant le néant. Devant Ahounna qui part alors à l'aventure

vers « le Sud », avec le sentiment d'avoir perdu ce qu'il appelle « son être », s'ouvre la sensation angoissante du néant. La vie n'est qu'un « piège sans fin », comme l'est la propre histoire d'Ahounna, le malheureux paysan de la brousse du Nord, dominé par des forces obscures, quand la pratique de la Charité ne lui donne pas ce sens qu'elle a pris pour le R. P. Dandou et ces citadins favorisés et libres que sont les catholiques africains.

Ces problèmes de l'âme africaine auraient peut-être mérité d'être mis en relief avec plus de vigueur dans l'ouvrage. On peut regretter aussi, mais est-ce là une critique quand il s'agit du premier roman d'un jeune auteur africain, quelques recherches de vocabulaire, qui sont à l'origine d'une certaine rigidité dans les dialogues ainsi que dans l'assez long récit qui occupe les neuf premiers chapitres. Cela crée parfois l'impression qu'il s'agit de façons de penser européennes exprimées par des personnages africains, mais l'action s'anime ensuite, et dans la seconde partie du livre l'auteur fait preuve de réelles qualités de romancier.

Yves GUERMOND.

Cercles FRANCE - FORUM

Cercle « France-Forum » de Reims

Le 26 octobre, devant plus de deux cents personnes Pierre Fougeyrollas a fait au Cercle « France-Forum » de Reims une conférence sur le thème : le marxisme est-il dépassé ?

L'intérêt de l'œuvre de Marx, c'est d'avoir analysé la société industrielle comme une étape de l'histoire universelle dans laquelle l'homme à la fois se libère et s'asservit. Son erreur, c'est d'avoir cru qu'une classe, le prolétariat, pouvait en changeant le régime de la propriété et la structure de l'Etat créer une société fraternelle.

En fait le marxisme né comme une critique radicale des illusions et des mensonges idéologiques, est devenu l'idéologie de justification de l'oppression de la bureaucratie communiste et de l'entreprise communiste mondiale.

Par ailleurs le monde contemporain n'a pas justifié, sur le plan social et politique, les prévisions de Marx ; ce ne sont pas les travailleurs qui sont au pouvoir, en revanche ce sont les détenteurs de la compétence technique qui prennent appui sur l'omnipotence des Etats et des appareils deviennent la force sociale dominante.

Il appartient aux hommes d'aujourd'hui de repenser entièrement les problèmes de la démocratie et du socialisme qui se posent moins en termes de propriété qu'en termes de pouvoir.

Selon P. Fougeyrollas, la réponse au marxisme actuel ne doit pas être **totalitaire**, mais elle doit être **totale** en s'efforçant de le dépasser par une meilleure organisation économique et sociale, par une démocratie renouvelée et réadaptée, enfin par un élan moral et spirituel plus impétueux et plus humain que toutes les idéologies.

La discussion, dirigée par P. Lherbier, fut particulièrement intéressante et permit à P. Fougeyrollas de donner quelques précisions supplémentaires à ses auditeurs.

Cercle « France-Forum » de la Mayenne.

Le cercle « France-Forum » de Laval a organisé le 1^{er} et le 2 octobre un week-end de formation politique. L'évolution de la société actuelle, les structures de la V^e République, le mythe du gaullisme furent les principaux problèmes étudiés.

J.-P. Prévost, A. Boinière et M. Knindick ont animé ces travaux.

Cercles « France-Forum » du Cantal

Le 17 octobre, à Saint-Flour, le cercle « France-Forum » a organisé, une conférence de André Gard, spécialiste des questions agricoles traitant du sujet : « la situation et l'avenir du monde paysan ». Cette conférence fut suivie d'une amicale discussion.

Le 22 octobre, le cercle « France-Forum » d'Aurillac s'est réuni pour entendre un rapport sur « l'expansion économique du département » par M. Gard.

Création de nouveaux cercles « France-Forum »

A Strasbourg, sur l'initiative de Germain Ostermann.

A Lyon, M. Péguin animera un cercle et à **Mauriac**, M. Longueyroux. **A Paris rive droite**, Bernard Guyomard et à **Paris XX^e arr.**, J. Hurstel animeront des cercles. Projet de création de cercles à **Nîmes** et **Melun**.

L'Homme et l'État

par Etienne BORNE

Le général de Gaulle parle. A chaque mot éclate la grande idée qu'il se fait de lui-même et de l'État. Le régime est contesté, une rébellion sudiste menace de l'autre côté de la Méditerranée, des déclarations de guerre civile sont échangées dans les prétoires et dans les feuillets publics. L'homme à la barre n'en est pas moins résolu à aller de l'avant, dans l'assurance que la fortune de la France se confond avec son propre destin. Il ne permettra pas que des personnalités « qui se taillent certaines situations personnelles politiques, syndicales, militaires, journalistiques... prétendent peser sur la conduite de la France. » Et le 4 novembre, dans le grand discours algérien que l'on sait, les autorités conjointes de l'Homme et de l'État s'affirmaient sur le ton d'une certitude souveraine et qui n'excluait ni le défi ni la polémique.

Ce style de décision provocante exaspère les opposants, jette dans la passion ce qu'ils ont de pensée. « L'État, c'est moi », raille la gauche, « discours de tyran », gronde la droite. Et il se trouvera des comploteurs néo-fascistes pour crier au césarisme et pour déguiser tactiquement en Brutus le Cadoudal de leur plus sinistre espoir. Pourtant, ce singulier César refuse de romaniser une Algérie qu'il entend confier, assumant les risques les plus redoutables, à la liberté de tous les Algériens. Et sous cet insolite Bonaparte, les oppositions ne cessent d'user sans péril de l'insulte et du sarcasme et si elles peuvent compter quelques emprisonnés, c'est qu'ils portaient les valises du F.L.N. ou qu'ils dépavaient les rues d'Alger pour dresser contre l'État des barricades armées, toutes actions qu'on ne saurait assimiler à des délits d'opinion. Comment alors pourrait-on sans mauvais foi réécrire contre le général de Gaulle le « Contre Un » de La Boétie et comment ne pas voir qu'en lui déclarant la guerre on ferait contre un faux césarisme les affaires d'une véritable tyrannie.

Cependant, si en cet automne soixante, ce qui reste de chances pour une paix raisonnable en Algérie et pour la liberté des Français passe par le général de Gaulle, il faut bien avouer que le plus grand ennemi du général de Gaulle est le général de Gaulle lui-même et qu'il est dramatiquement pour sa propre politique à la fois l'unique et le principal obstacle. On ne lui reprochera pas de se conduire en monarque :

les démocraties modernes, si elles veulent relever le défi des totalitaires doivent devenir littéralement des monarchies ; un chef qui ne serait qu'arbitre ou symbole n'est pas un chef, et en un sens il n'est de pouvoir que personnel. La Grande-Bretagne s'appelle Mac Millan, l'Allemagne Adenauer, les États-Unis vont s'appeler Kennedy, et en s'appelant de Gaulle la France, comme disait quelqu'un, ne fait « qu'épouser son temps ». Mais en doctrine démocratique, c'est l'État qui donne au Premier Citoyen régulièrement investi une autorité et un prestige qu'il ne saurait avoir de lui-même. La situation française est exactement inverse, puisque c'est l'État qui reçoit du seul général de Gaulle substance et consistance. Un État dont la solidité dépend du génie et de la résolution d'un homme n'est pas un État normalement républicain, il s'expose à n'être plus rien en dehors de l'homme hors série qui l'incarne et qui est pour lui en même temps rempart et péril.

Le général de Gaulle parle et agit en chef d'État lorsqu'il dénie à qui n'est pas l'État le droit d'engager la parole de la France en affirmant dans l'irresponsabilité des éclats publics que, par exemple, l'Algérie de demain ne peut être qu'intégrée à la République ou indépendante. Mais ici encore son propos de Menton, rappelé plus haut, a une face de bon sens et un revers de démesure. Une République républicaine ne peut se passer de ces citoyens plus actifs que les autres qui animent partis, syndicats, mouvements de jeunesse et qui font entre le pouvoir et le peuple une médiation indispensable. Or le général tient ces élites pour des factions féodales et aristocratiques acharnées à accaparer la chose publique à des fins partisans, et contre lesquelles l'État, de Richelieu à Robespierre et à de Gaulle, a toujours à se défendre pour être vraiment l'État. Mais dans les grands combats qui se préparent, le peuple pourra-t-il être mobilisé du bon côté si un certain nombre de ces personnalités maltraitées à Menton ne pèsent de tout leur poids dans le même sens ? Le peuple anonyme et inorganisé peut succomber à tous les vertiges ou s'abandonner aux pires passivités. Le mauvais démon du Général, parfois mal discernable de son génie, est son goût pour les sommets de solitude. Un jour peut venir où le mot cornélien « *Que vous restet-il ? — Moi : moi dis-je, et c'est assez* » ne résout pas un drame mais le change en insoluble tragédie.